*Spedizione in abbonamento postale - Gruppo I*

**Anno 115° — Numero 46**

# GAZZETTA UFFICIALE

## DELLA REPUBBLICA ITALIANA

*PARTE PRIMA* **Roma - Martedì, 19 febbraio 1974** SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA — UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI E DECRETI — TELEFONO 6540139
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO DELLO STATO — LIBRERIA DELLO STATO — PIAZZA GIUSEPPE VERDI, 10 — 00100 ROMA — CENTRALINO 8508

PREZZI E CONDIZIONI DI ABBONAMENTO

ALLA PARTE PRIMA E SUPPLEMENTI ORDINARI

Annuo L. 21.000 - Semestrale L. 11.000 - Trimestrale L. 6.000 - Un fascicolo L. 100 - Supplementi ordinari: L. 100 per ogni sedicesimo o frazione di esso - Fascicoli di annate arretrate: il doppio.

ALLA PARTE SECONDA (Foglio delle inserzioni)

Annuo L. 16.000 - Semestrale L. 9.000 - Trimestrale L. 5.000 - Un fascicolo L. 90 - Fascicoli di annate arretrate: il doppio.

Per l'ESTERO i prezzi di abbonamento sono il doppio di quelli indicati per l'interno

**L'importo degli abbonamenti deve essere versato sul c/c postale n. 1/2640 intestato all'Istituto Poligrafico dello Stato**
**I fascicoli disguidati devono essere richiesti all'Amministrazione entro 30 giorni dalla data di pubblicazione**

La « Gazzetta Ufficiale » e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico presso le agenzie della Libreria dello Stato: ROMA, via XX Settembre (Palazzo del Ministero del Tesoro) e via del Tritone, 61/A; MILANO, Galleria Vittorio Emanuele, 3; NAPOLI, via Chiaia, 5; FIRENZE, via Cavour, 46/r; GENOVA, via XII Ottobre, 172/r (Piccapietra); BOLOGNA, Strada Maggiore, 23/A e presso le Librerie depositarie nei Capoluoghi di provincia. Le richieste per corrispondenza devono essere inviate all'Istituto Poligrafico dello Stato — Libreria dello Stato — Piazza Verdi, 10 — 00100 Roma, versando l'importo maggiorato delle spese di spedizione a mezzo del c/c postale 1/2640. Le inserzioni, come da norme riportate nella testata della parte seconda, si ricevono in Roma (Ufficio Inserzioni — Via XX Settembre — Palazzo del Ministero del Tesoro). Le agenzie di Milano, Napoli, Firenze, Genova e Bologna possono accettare solamente gli avvisi consegnati a mano ed accompagnati dal relativo importo.

## SOMMARIO

### LEGGI E DECRETI

### 1973

## DISPOSIZIONI E COMUNICATI



## CONCORSI ED ESAMI



## REGIONI



## SUPPLEMENTI ORDINARI



# LEGGI E DECRETI

LEGGE 12 dicembre 1973, n. 993.

**Ratifica ed esecuzione della convenzione per il riconoscimento reciproco dei punzoni di prova delle armi da fuoco portatili, con regolamento e annessi I e II, adottata a Bruxelles il 1° luglio 1969.**

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la convenzione per il riconoscimento reciproco dei punzoni di prova delle armi da fuoco portatili, con regolamento e annessi I e II, adottata a Bruxelles il 1° luglio 1969.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alla convenzione ed agli atti connessi di cui all'articolo precedente dal giorno della sua entrata in vigore in conformità all'articolo VI della convenzione stessa.

Art. 3.

La spesa derivante dall'applicazione della presente legge, prevista in lire 400.000 annue, sarà a carico del bilancio del Banco nazionale di prova delle armi da fuoco portatili di Gardone Valtrompia, che darà comunicazione di ciascun versamento al Ministero degli affari esteri e al Ministero dell'industria, del commercio e dell'artigianato.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 12 dicembre 1973

LEONE

RUMOR — MORO — DE MITA

Visto, *il Guardasigilli*: ZAGARI

---

CONVENTION POUR LA RECONNAISSANCE RECIPROQUE DES POINÇONS D'EPREUVES DES ARMES A FEU PORTATIVES.

Les Gouvernements de la République fédérale d'Allemagne, de la République d'Autriche, du Royaume de Belgique, de la République du Chili, de l'Etat espagnol, de la République française, de la République italienne et de la République socialiste tchécoslovaque;

Constatant que la convention du 15 juillet 1914, conclue en vue de l'établissement de règles uniformes pour la reconnaissance réciproque des poinçons officiels d'épreuves des armes à feu ne répond plus aux exigences de la technique moderne,

Sont convenus des dispositions suivantes:

Article I

Il est créé une Commission internationale permanente pour l'épreuve des armes à feu portatives, désignee ci-après sous le nom de Commission internationale permanente, en abrégé CIP.

Elle a pour mission:

1) de choisir d'une part les appareils qui serviront d'étalon pour la mesure de la pression de tir et, d'autre part, les procédés de mesure à utiliser par les services officiels pour déterminer, de la manière la plus précise et la plus pratique, la pression que développent les cartouches de tir et d'épreuve:

*a*) dans les armes de chasse, de tir et de défense, à l'exception des armes destinées à la guerre terrestre, navale ou aérienne; cependant, les Parties contractantes ont la faculté d'utiliser, pour tout ou partie de ces dernières armes, les instruments et procédés de mesures adoptés;

*b*) dans tous les autres engins portatifs, armes ou appareils à buts industriels ou professionnels non dénommés ci-dessus et qui utilisent une charge de substance explosive pour la propulsion, soit d'un projectile, soit de pièces mécaniques quelconques et dont l'épreuve serait reconnue nécessaire par la Commission internationale permanente.

Ces appareils seront dénommés « Appareils étalons »;

2) de déterminer la nature et l'exécution des épreuves officielles auxquelles devront, pour offrir toute garantie de sécurité, être soumis les armes ou appareils désignés aux paragraphes 1) *a*) et *b*).

Ces épreuves seront désignées sous le terme « Epreuves étalons »;

3) d'apporter aux appareils de mesure étalons et aux procédés de leur manipulation, ainsi qu'aux épreuves étalons, tous perfectionnements, modifications ou compléments requis par les progrès de la métrologie, de la fabrication des armes à feu portatives et des appareils à buts industriels ou professionnels ainsi que de leurs munitions;

4) de rechercher l'unification des dimensions de chambre des armes à feu mises dans le commerce et les modalités de contrôle et d'épreuve de leurs munitions;

5) d'examiner les lois et règlements relatifs à l'épreuve officielle des armes à feu portatives édictés par les Gouvernements contractants afin de vérifier s'ils sont conformes aux dispositions adoptées en application du paragraphe 2) ci-dessus;

6) de déclarer dans quels Etats contractants l'exécution des épreuves correspond aux épreuves étalons suivant le paragraphe 2) et de publier un tableau reproduisant les modèles des poinçons utilisés par les Bancs d'épreuves officiels de ces Etats tant actuellement que depuis la signature de la convention du 15 juillet 1914;

7) de retirer la déclaration prévue au paragraphe 6) ci-dessus et de modifier le tableau dès que les conditions énoncées au paragraphe 6) ne sont plus remplies.

Article II

Les poinçons des Bancs d'épreuves officiels de chacune des Parties contractantes seront reconnus sur le territoire des autres Parties contractantes à condition d'avoir fait l'objet de la déclaration prévue au paragraphe 6) de l'article I.

Article III

La composition et les attributions de la Commission internationale permanente sont déterminées par le règlement joint à la présente convention. Ce règlement fait partie intégrante de la convention.

Article IV

En cas de doute ou de discussion sur l'interprétation ou l'application d'un des points d'ordre technique fixés par une décision de la Commission internationale permanente, prise en application de l'article I de la présente convention et de l'article 5 du règlement, le Gouvernement intéressé recourra à l'avis de la Commission internationale permanente.

Article V

La présente convention est ouverte à la signature à partir du 1er juillet 1969.

Article VI

1. Chacun des Gouvernements signataires notifiera au Gouvernement du Royaume de Belgique l'accomplissement des formalités constitutionnellement requises pour la mise en vigueur de la présente convention.

2. La présente convention entrera en vigueur le trentième jour après la réception de la troisième de ces notifications.

3. A l'égard des autres Gouvernements signataires, la présente convention entrera en vigueur le trentième jour après la réception par le Gouvernement du Royaume de Belgique de la notification visée au paragraphe 1.

Article VII

1. Après l'entrée en vigueur de la présente convention, tout Gouvernement non signataire pourra y adhérer en adressant au Gouvernement du Royaume de Belgique, par la voie diplomatique, une demande d'adhésion accompagnée du règlement de banc d'épreuves en vigueur sur son propre territoire.

Le Gouvernement du Royaume de Belgique transmettra la demande et le règlement annexé à tous les Gouvernements contractants. L'adhésion sera effective si tous les Gouvernements contractants font connaître leur assentiment. A l'expiration d'un délai d'un an à dater de la notification de la réception de la demande par le Gouvernement du Royaume de Belgique aux Parties contractantes l'absence de réponse d'un Gouvernement contractant sera considérée comme valant acceptation.

2. Le Gouvernement du Royaume de Belgique informera tous les Gouvernements contractants et le Secrétaire de la CIP de la date à laquelle toute nouvelle adhésion sera devenue effective.

Article VIII

1. Toute Partie contractante pourra dénoncer la présente convention au plus tôt trois ans après l'entrée en vigueur à son égard. La dénonciation sera notifiée au Gouvernement du Royaume de Belgique et prendra effet un an après la réception de la notification.

2. La dénonciation par l'une des Parties contractantes n'aura d'effet qu'à son égard.

Article IX

Le Gouvernement du Royaume de Belgique notifiera à tous les Gouvernements signataires et adhérents, la date de la réception des notifications prévues aux articles VI (1) et (3), VII et VIII (1).

Article X

Jusqu'à l'entrée en vigueur des décisions prises par la Commission en vertu de l'article 5, alinéa 1 de son règlement, demeureront valables: les appareils étalons pour la mesure des pressions et les épreuves étalons décrits dans l'annexe I du règlement de la Commission internationale permanente, de même que les règles relatives aux dimensions minima des chambres des appareils étalons pour la mesure de la pression, mentionnées dans l'annexe II du règlement.

Article XI

La présente convention remplace la convention en vue de l'établissement de règles uniformes pour la reconnaissance réciproque des poinçons officiels d'épreuve des armes à feu et ses annexes I et II, signées à Bruxelles, le 15 juillet 1914.

FAIT à Bruxelles, le 1er juillet 1969, en langue française, en un seul original qui sera déposé dans les archives du Gouvernement du Royaume de Belgique qui en délivrera des copies certifiées conformes à chacun des Gouvernements signataires et adhérents.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente convention.

*Pour le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne*:

M. R. VON UNGERN-STERNBERG
24-12-1969

*Pour le Gouvernement de la République d'Autriche*:

*Pour le Gouvernement du Royaume de Belgique*:

M. J. HAMELS
10-9-1969

*Pour le Gouvernement de la République du Chili*:

M. ALFONSO SANTA-CRUZ
2-12-1969

*Pour le Gouvernement de l'Etat espagnol*:

M. JAIME ALBA
26-1-1970

*Pour le Gouvernement de la République française*:

M. ETIENNE DE CROUY-CHANEL
5-9-1969

*Pour le Gouvernement de la République italienne*:

GIROLAMO PIGNATTI MORANO DI CUSTOZA
7-3-1972

*Pour le Gouvernement de la République socialiste tchécoslovaque*:

RAJMAN FRANTISEK
6-5-1970

---

## REGLEMENT DE LA COMMISSION INTERNATIONALE PERMANENTE (CIP) ET ANNEXES I ET II

Article 1

La Commission internationale permanente pour la épreuve des armes à feu portatives est composée des délégués de chacune des Parties contractantes. Chaque Partie contractante dispose d'une voix, quel que soit le nombre de ces délégués.

Article 2

1. A la fin de chacune de ses sessions, la Commission internationale permanente élit le Président de la session suivante parmi les délégués de l'Etat sur le territoire duquel se tiendra cette session.

2. Si, pour l'application de l'article I de la convention, la Commission estime utile de poursuivre, d'une manière continue, certaines recherches ou expériences, elle peut se réunir à l'endroit choisi pour ces expériences, soit en commission, soit en sous-commission. Le Président, en accord avec les délégations, décide de la composition, du but et des travaux des sous-commissions. Celles-ci choisissent parmi leurs membres, un président et un secrétaire qui rédigera les rapports au nom de la sous-commission.

Article 3

Un Bureau permanent, ayant à sa tête un Directeur, désigné par le Gouvernement du Royaume de Belgique avec l'accord des Parties contractantes est chargé d'assurer:

1) pendant les sessions, le secrétariat de la Commission internationale permanente;

2) dans l'intervalle des sessions, les services de correspondance, d'administration et d'archives; à ce titre, il centralise les dossiers, documents et publications techniques, conserve les empreintes des poinçons d'épreuve officiellement reconnus, classe, traduit et communique aux Parties contractantes les renseignements de toute nature sur l'épreuve des armes à feu portatives et des appareils à buts industriels et professionnels, ainsi que sur les modalités de contrôle et d'épreuve de leurs munitions, non seulement des Parties contractantes, mais de tous les autres Etats.

Le Bureau permanent a son siège en Belgique.

Article 4

1. La Commission internationale permanente se réunit sur convocation du Bureau permanent. Elle peut être convoquée à la demande d'une des délégations des Parties contractantes; elle doit être convoquée si au moins deux délégations des Parties contractantes en font la demande.

2. A cet effet, chaque Partie contractante informe le Gouvernement du Royaume de Belgique, qui en donne connaissance au Bureau, de toute modification apportée éventuellement à la liste de ses délégués. Des experts peuvent être admis à participer à titre consultatif pour traiter de certains problèmes bien définis aux réunions techniques des sous-commissions.

3. Un observateur par Etat non signataire peut être admis aux sessions de la Commission internationale permanente d'un commun accord entre les Parties contractantes, à condition d'être officiellement désigné par son Gouvernement.

Si, après s'être fait représenter par un observateur à trois sessions successives, un Gouvernement n'a pas demandé son adhésion à la convention, il n'est plus admis à se faire représenter aux sessions ultérieures.

4. Aux réunions techniques des sous-commissions, des experts des Etats non signataires peuvent être invités à titre consultatif pour traiter de certains problèmes bien définis, à la demande du Président de la sous-commission et avec l'accord de tous les membres de cette sous-commission.

Article 5

1. Les Parties contractantes autorisent la Commission internationale permanente à prendre toutes décisions utiles dans le cadre des buts définis à l'article I de la convention.

2. Le Bureau permanent transmet aux Parties contractantes par l'intermédiaire du Gouvernement du Royaume de Belgique, les décisions prises par la Commission internationale permanente et, notamment, les dessins et plans des appareils étalons pour la mesure des pressions, les tableaux des dimensions normalisées de chambres et cartouches ainsi que la description des marques de poinçons d'épreuve reconnus internationalement. Ces documents sont constamment tenus à jour par la Commission.

Article 6

Afin d'assurer l'exécution des dispositions qui précèdent, les Parties contractantes communiquent, par la voie diplomatique, au Gouvernement du Royaume de Belgique, qui le transmet au Bureau permanent, les lois, arrêtés et instructions concernant l'épreuve des armes à feu portatives ainsi que tous les autres documents afférents qui leur sont réclamés par ce Bureau.

Article 7

1. Les décisions de la Commission internationale permanente font l'objet de votes, soit en cours de session, soit par correspondance.

2. Les décisions sont prises à la majorité simple des voix des délégations présentes ou représentées et à condition que le nombre de suffrages soit au moins égal aux 2/3 du nombre total des Gouvernements membres de la Commission internationale permanente.

Les abstentions, votes ou bulletins blancs ou nuls ne sont pas considérés comme suffrages exprimés.

En cas d'égalité dans le partage des voix, la voix du Président est prépondérante.

3. Toutefois lorsqu'il s'agit de la reconnaissance des poincons d'épreuve d'une Partie contractante celle-ci n'a pas de droit de vote.

4. A l'occasion d'une session, une Partie contractante peut, en cas d'empêchement donner procuration à une autre Partie contractante dans la limite d'une procuration par Gouvernement mandataire.

5. En cas de vote par correspondance, les délégations disposent d'un délai de réponse de six mois qui leur est notifié sous forme d'envoi avec accusé de réception par le Directeur du Bureau permanent. Ce délai s'entend à compter de la réception de la notification relative à la fixation du délai.

L'absence de réponse dans ce délai est considérée comme une abstention.

Article 8

1. Les décisions entrent en vigueur si, dans les six mois qui suivent la notification prévue à l'article 5, paragraphe 2, aucune des Parties contractantes ne s'oppose ou ne formule des réserves auprès du Gouvernement du Royaume de Belgique.

Si une Partie contractante s'oppose à une décision, celle-ci reste sans effet à l'égard des autres Parties contractantes.

En cas de réserves formulées par une Partie contractante vis-à-vis d'une décision, cette dernière n'entre en vigueur que si ladite Partie contractante retire ses réserves.

Est considérée comme date de retrait, la date de réception de la notification adressée au Gouvernement du Royaume de Belgique.

Le Gouvernement du Royaume de Belgique informe la Commission internationale permanente de toute opposition, réserve ou retrait de réserve.

2. En cas de décisions prises par la Commission, conformément à l'article I, § 7 de la convention, la Partie contractante dont le ou les poinçons d'épreuve ne sont plus reconnus et doivent être rayés du tableau officiel, n'est pas autorisée à former opposition ni à formuler des réserves.

Article 9

La langue officielle de la Commission internationale permanente est le français.

Article 10

Les frais du Bureau permanent sont supportés conjointement par tous les Etats contractants.

Les frais généraux, indemnités et frais de déplacement des délégués de la Commission internationale permanente, lors de la réunion de la Commission en séance plénière ou des sous-commissions, ou encore à l'occasion de leurs rapports avec le Bureau permanent, sont à charge de leurs Gouvernements respectifs.

Article 11

Le présent règlement a la même valeur et durée que la convention dont il est partie intégrante.

FAIT à Bruxelles, le 1er juillet 1969, en langue française, en un seul original.

*Pour le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne*:

M. R. VON UNGERN-STERNBERG
24-12-1969

*Pour le Gouvernement de la République d'Autriche*:

*Pour le Gouvernement du Royaume de Belgique*:

M. J. HAMELS
10-9-1969

*Pour le Gouvernement de la République du Chili*:

M Alfonso SANTA-CRUZ
2-12-1969

*Pour le Gouvernement de l'Etat espagnol*:

M. JAIME ALBA
26-1-1970

*Pour le Gouvernement de la République française*:

M. ETIENNE DE CROUY-CHANEL
5-9-1969

*Pour le Gouvernement de la République italienne*:

Girolamo PIGNATTI MORANO DI CUSTOZA
7-3-1972

*Pour le Gouvernement de la République socialiste tchécoslovaque*:

Rajman FRANTISEK
6-5-1970

---

ANNEXE I

*au règlement de la Commission internationale permanente*

I. — LES ÉPREUVES ÉTALONS

Les Etats contractants ou adhérents, s'engagent à reconnaître réciproquement comme équivalents aux poinçons d'épreuves apposés dans leurs Bancs d'épreuve nationaux, les poinçons des Bancs d'épreuve officiels étrangers dont le règlement ne sera pas en opposition avec les principes suivants:

L'épreuve complète d'une arme consiste dans le tir effectué à une pression au moins égale à une valeur déterminée, précédé et suivi d'un contrôle rigoureux destiné à éliminer:

*avant tir*:

les mécanismes défectueux et les canons insuffisamment polis ou présentant des défauts qui compromettent la résistance de l'arme et qui ne sont pas contrôlés par le tir d'épreuve;

*après tir*:

tout canon ou toute pièce essentielle présentant des défauts ou déformations consécutifs au tir d'épreuve.

L'épreuve proprement dite d'effectue soit sur l'arme ayant atteint un stade de sa fabrication tel qu'elle ne subisse plus d'opérations susceptibles d'affecter sa résistance, soit lorsqu'elle est complètement terminée en état de livraison.

II. — EPREUVES DES FUSILS DE CHASSE À CANONS LISSES À CHARGER PAR LA CULASSE

Pour les fusils de chasse à canons lisses à charger par la culasse il est établi deux types d'épreuve:

l'épreuve ordinaire, appliquée aux fusils destinés au tir de cartouches dont la pression maxima moyenne ne dépasse pas 650 bars (mesure crusher);

l'épreuve supérieure appliquée aux fusils destinés au tir de cartouches de puissance supérieure.

1) *Epreuve ordinaire*:

Cette épreuve s'applique aux fusils cal. 12, 16 et 20 dont la pression maximale moyenne ne dépasse pas 650 bars (moyenne de 20 coups).

L'épreuve ordinaire comporte le tir de 2 cartouches au moins. Le tir de ces deux cartouches devra permettre de réaliser une fois au moins chacune des conditions suivantes:

*a*) développer à la chambre une pression telle que la hauteur restante d'un cylindre-crusher LCA placé dans le 1er manomètre de l'appareil étalon muni d'un piston de 30 mm² soit au maximum égal à 3,78 mm (850 bars);

*b*) développer dans l'âme une pression telle que la hauteur restante d'un cylindre-crusher LCA placé dans le 2ème manomètre situé à 162 mm du fond de cuvette du verrou muni d'un piston de 30 mm² soit au maximum de 4,40 mm (500 bars).

2) *Epreuve supérieure*:

Cette épreuve s'applique aux fusils cal. 12, 16 et 20 destinés au tir de cartouches dont la pression maximale moyenne peut dépasser 650 bars.

L'épreuve comporte le tir de 2 cartouches au moins, compte tenu de l'épreuve ordinaire éventuelle.

Le tir des deux cartouches devra permettre de réaliser, une fois au moins, chacune des conditions suivantes:

*a*) développer à la chambre une pression telle que la hauteur restante d'un cylindre LCA placé dans le 1er manomètre de l'appareil étalon, muni d'un piston de 30 mm², soit au maximum de 3,16 mm (1200 bars);

*b*) développer dans le canon une pression telle que la hauteur restante d'un cylindre-crusher placé dans le 2ème manomètre soit au maximum de 4,4 mm (500 bars).

Les conditions définies ci-dessus pour les deux épreuves peuvent être réalisées:

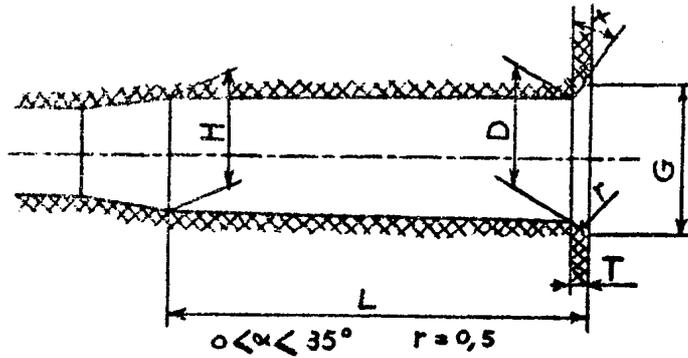
soit séparément par deux cartouches différentes;

soit par deux cartouches identiques répondant simultanément aux conditions *a*) et *b*).

Un poinçon distinct correspondra à l'épreuve ordinaire et à l'épreuve supérieure.

## Annexe II

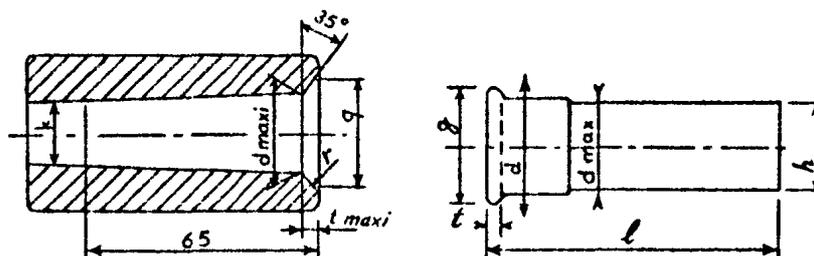
*au reglement de la Commission internationale permanente*

### Standardisation europeenne des chambres de fusils de chasse

### Dimensions générales des chambres (en mm)

| CALIBRE | H mini | Tolér. | D mini | Tolér. | G mini | Tolér. | T mini | Tolér. |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 10 . . . . . . . . | 21,40 | | 21,75 | | 23,75 | | 1,90 | |
| 12 . . . . . . . | 20,30 | | 20,65 | | 22,55 | | 1,85 | |
| 14 . . . . . . . . . | 19,35 | | 19,70 | | 21,55 | | 1,75 | |
| 16 . . . . . . . . . | 18,60 | | 18,95 | | 20,75 | | 1,65 | |
| 20 . . . . . . . . . | 17,40 | + 0,1 | 17,75 | + 0,1 | 19,50 | + 0,1 | 1,55 | + 0,05 |
| 24 . . . . . . . . . | 16,50 | | 16,80 | | 18,55 | | 1,55 | |
| 28 . . . . . . . . | 15,60 | | 15,90 | | 17,50 | | 1,55 | |
| 32 . . . . . . . | 14,30 | | 14,60 | | 16,20 | | 1,55 | |
| 410 . . . . . . . | 11,80 | | 12,05 | | 13,70 | | 1,55 | |

### Longueur des chambres

| | 2" | 2½" 32..24 | 2½" 20...12 | 2 3/4" | 2 7/8" | 3" | 3¼" |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| L mini . . . . . . . | 50,8 | 63,6 | 65,1 | 69,9 | 73,0 | 76,2 | 82,6 |
| Tolér . . . | tolérance générale: 2,0 mm en plus | | | | | | |

DIMENSIONS DES DOUILLES DE CHASSE ADOPTÉES PAR LE COMITÉ TECHNIQUE DES CARTOUCHIERS EUROPÉENS

Q = g maxi + 0,05
K = h maxi + 0,05
r = 0,5

DIMENSIONS GÉNÉRALES DES DOUILLES
(en mm)

| Calibre | g maxi | Tolér. | d maxi | Tolér. | t maxi | Tolér. | h maxi | Tolér. | Calibre |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 10 . . . | 23,65 | — 0,25 | 21,70 | — 0,15 | 1,90 | — 0,25 | 21,30 | — 0,25 | 10 |
| 12 . . . . . . . . . . | 22,45 | — 0,25 | 20,60 | — 0,15 | 1,85 | — 0,25 | 20,20 | — 0,25 | 12 |
| 14 . . . . . . . . . . | 21,45 | — 0,25 | 19,65 | — 0,15 | 1,75 | — 0,20 | 19,30 | — 0,25 | 14 |
| 16 . . . . . . . . . | 20,65 | — 0,25 | 18,90 | — 0,15 | 1,65 | — 0,20 | 18,55 | — 0,25 | 16 |
| 20 . | 19,40 | — 0,20 | 17,70 | — 0,15 | 1,55 | — 0,20 | 17,35 | — 0,25 | 20 |
| 24 . . . . | 18,45 | — 0,20 | 16,75 | — 0,10 | 1,55 | — 0,20 | 16,45 | — 0,25 | 24 |
| 28 . . . . . | 17,40 | — 0,20 | 15,85 | — 0,10 | 1,55 | — 0,20 | 15,55 | — 0,25 | 28 |
| 32 . . . . . . . . | 16,10 | — 0,20 | 14,55 | — 0,10 | 1,55 | — 0,20 | 14,25 | — 0,25 | 32 |
| 410 . . . . . . . . . | 13,60 | — 0,20 | 12,00 | — 0,10 | 1,55 | — 0,20 | 11,75 | — 0,20 | 410 |

LONGUEUR DES DOUILLES

| | 2" | 2½" 32...24 | 2½" 20...12 | 2³/₄" | 2⁷/₈" | 3" | 3¼" |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| l maxi en mm. . . | 50,7 | 63,5 | 65,0 | 69,8 | 72,8 | 76,0 | 82,4 |
| Tolér. . . | tolérance générale : 0,7 mm en moins | | | | | | |

Visto, *il Ministro per gli affari esteri*
MORO

TRADUZIONE NON UFFICIALE

*N. B.* — Il testo facente fede è unicamente quello in lingua francese indicato nella convenzione, qui sopra riportato.

CONVENZIONE PER IL RICONOSCIMENTO RECIPROCO DEI PUNZONI DI PROVA DELLE ARMI DA FUOCO PORTATILI.

I Governi della Repubblica federale di Germania, della Repubblica d'Austria, del Regno del Belgio, della Repubblica del Cile, dello Stato spagnolo, della Repubblica francese, della Repubblica italiana e della Repubblica socialista cecoslovacca;

Constatato che la convenzione del 15 luglio 1914, conclusa in vista della creazione di norme uniformi per il reciproco riconoscimento dei punzoni di prova ufficiali delle armi da fuoco non risponde più alle esigenze della tecnica moderna,

Hanno convenuto quanto segue:

Articolo I

Viene istituita una commissione internazionale permanente per la prova delle armi da fuoco portatili, qui appresso indicata Commissione internazionale permanente, abbreviata con la sigla CIP.

Essa ha il compito:

1) di scegliere, da un lato, gli apparecchi che serviranno da campione per la misurazione della pressione di tiro e, dall'altro, i procedimenti di misurazione che i servizi ufficiali dovranno utilizzare per determinare, nel modo più pratico e preciso, la pressione sviluppata dalle cartucce da tiro e da prova:

*a*) nelle armi da caccia, da tiro, da difesa, ad eccezione delle armi destinate alla guerra terrestre, navale o aerea; tuttavia le Parti contraenti hanno la facoltà di utilizzare per tutte o per una parte di queste ultime armi, gli strumenti ed i procedimenti di misurazione adottati;

*b*) in tutti gli altri dispositivi portatili, armi od apparecchi a scopi industriali o professionali non menzionati in precedenza e che utilizzano una carica di esplosivo per la propulsione, sia di un proiettile, sia di qualsivoglia elemento meccanico e la cui prova sia riconosciuta necessaria dalla Commissione internazionale permanente.

Detti apparecchi saranno denominati « apparecchi campione ».

2) di determinare la natura e le modalità di esecuzione delle prove ufficiali alle quali dovranno, per offrire ogni garanzia di sicurezza, essere sottoposte le armi o gli apparecchi indicati ai paragrafi 1), *a*) e *b*).

Dette prove saranno designate con l'espressione « prove campione ».

3) di apportare agli apparecchi campione di misurazione, ai metodi d'impiego ad essi relativi nonchè alle prove campione, tutti i perfezionamenti, modifiche o complementi richiesti dal progresso della metrologia, della fabbricazione delle armi da fuoco portatili e degli apparecchi a scopi industriali o professionali, nonchè delle loro munizioni.

4) di ricercare l'unificazione delle dimensioni della camera di cartuccia delle armi da fuoco poste in commercio e le modalità di controllo e di prova delle loro munizioni.

5) di esaminare le leggi e i regolamenti relativi alla prova ufficiale delle armi da fuoco portatili emanate dai Governi contraenti al fine di accertare che siano conformi alle disposizioni adottate in applicazione del precedente paragrafo 2).

6) di dichiarare in quali Stati contraenti l'esecuzione delle prove corrisponda alla prova campione di cui al paragrafo 2) e di pubblicare una tabella riproducente i modelli dei punzoni utilizzati dai Banchi di prova ufficiali dei detti Stati sia attualmente sia a partire dalla firma della convenzione del 15 luglio 1914.

7) di ritirare la dichiarazione di cui al precedente paragrafo 6) e di modificare la tabella ove non siano più soddisfatte le condizioni di cui al paragrafo 6).

Articolo II

I punzoni dei Banchi di prova ufficiali di ciascuna delle Parti contraenti saranno riconosciuti sul territorio delle altre Parti contraenti a condizione che siano stati oggetto della dichiarazione di cui al paragrafo 6) dell'articolo I.

Articolo III

La composizione e le attribuzioni della Commissione internazionale permanente sono determinate dal regolamento allegato alla presente convenzione. Tale regolamento è parte integrante della convenzione stessa.

Articolo IV

In caso di dubbio o di discussione circa l'interpretazione o l'applicazione di uno dei punti di ordine tecnico determinati da una decisione della Commissione internazionale permanente adottata in applicazione dell'articolo I della presente convenzione e dell'articolo 5 del regolamento, il Governo interessato ricorrerà al parere della Commissione internazionale permanente.

Articolo V

La presente convenzione è aperta alla firma a partire dal 1° luglio 1969.

Articolo VI

1. Ciascuno dei Governi firmatari notificherà al Governo del Regno del Belgio l'adempimento delle formalità costituzionalmente richieste per l'entrata in vigore della presente convenzione.

2. La presente convenzione entrerà in vigore trenta giorni dopo il ricevimento della terza di tali notifiche.

3. La presente convenzione entrerà in vigore, nei confronti degli altri Governi firmatari, trenta giorni dopo il ricevimento della notifica di cui al paragrafo 1) da parte del Governo del Regno del Belgio.

Articolo VII

1. Dopo l'entrata in vigore della presente convenzione, ogni Governo non firmatario potrà aderirvi indirizzando al Governo del Regno del Belgio, per via diplomatica, una domanda di adesione accompagnata dal regolamento dei Banchi di prova in vigore sul proprio territorio.

Il Governo del Regno del Belgio trasmetterà la domanda e il regolamento allegato a tutti i Governi contraenti. L'adesione avrà effetto se tutti i Governi contraenti faranno conoscere il loro assenso. Allo spirare del termine di un anno a partire dalla notifica del ricevimento della domanda da parte del Governo del Regno del Belgio alle Parti contraenti, la mancata risposta di un Governo contraente sarà ritenuta come avente valore di accettazione.

2. Il Governo del Regno del Belgio informerà tutti i Governi contraenti nonchè il Segretario del CIP della data in cui ogni nuova adesione diventa effettiva.

Articolo VIII

1. Ogni Parte contraente potrà denunciare la presente convenzione non prima che siano trascorsi tre anni dall'entrata in vigore della stessa nei suoi confronti. La denuncia sarà notificata al Governo del Regno del Belgio e avrà effetto un anno dopo il ricevimento della notifica.

2. La denuncia fatta da una delle Parti contraenti avrà effetto solo nei confronti di quest'ultima.

Articolo IX

Il Governo del Regno del Belgio notificherà a tutti i Governi firmatari e aderenti la data di ricevimento delle notifiche di cui agli articoli VI (1) e (3), VII e VIII (1).

Articolo X

Sino all'entrata in vigore delle decisioni adottate dalla Commissione in base all'articolo 5, alinea 1 del suo regolamento, resteranno validi: gli apparecchi campione per la misurazione delle pressioni e le prove campione descritte nell'allegato I del regolamento della Commissione internazionale permanente, nonchè le norme relative alle dimensioni minime delle camere degli apparecchi campione per la misurazione della pressione, di cui all'allegato II del regolamento.

Articolo XI

La presente convenzione sostituisce la convenzione per la creazione di norme uniformi per il riconoscimento reciproco dei punzoni ufficiali di prova delle armi da fuoco e i suoi allegati I e II, firmati a Bruxelles, il 15 luglio 1914.

FATTO a Bruxelles, il 1° luglio 1969 in lingua francese, in un solo esemplare che verrà depositato negli archivi del Governo del Regno del Belgio che ne rilascerà copie certificate conformi ad ognuno dei Governi firmatari e aderenti.

IN FEDE DI CHE i sottoscritti, debitamente autorizzati a tale scopo, hanno firmato la presente convenzione.

(*Seguono le firme*).

---

REGOLAMENTO DELLA COMMISSIONE INTERNAZIONALE PERMANENTE (CIP) E ALLEGATI I E II

Articolo 1

La Commissione internazionale permanente per la prova delle armi da fuoco portatili è composta dai delegati di ciascuna delle Parti contraenti. Ogni Parte contraente dispone di un voto, qualunque sia il numero dei suoi delegati.

Articolo 2

1. Al termine di ognuna delle sue sessioni, la Commissione internazionale permanente elegge il Presidente della sessione seguente fra i delegati dello Stato sul cui territorio verrà tenuta tale sessione.

2. Se, per l'applicazione dell'articolo I della convenzione, la Commissione ritiene utile proseguire, in maniera continuativa, alcune ricerche od esperimenti, essa può riunirsi nel luogo scelto per tali esperimenti, sia in commissione, che in sottocommissione. Il Presidente, con il consenso delle delegazioni, decide sulla composizione, sugli scopi ed i lavori delle sottocommissioni. Queste scelgono fra i loro membri un presidente ed un segretario che redigerà i rapporti a nome della sottocommissione.

Articolo 3

Un Ufficio permanente, con a capo un Direttore, designato dal Governo del Regno del Belgio con l'accordo delle Parti contraenti è incaricato di assicurare:

1) durante le sessioni, la segreteria della Commissione internazionale permanente;

2) nell'intervallo fra una sessione e l'altra i servizi di corrispondenza, amministrativi e di archivio; a tale titolo, accentra le pratiche, i documenti e le pubblicazioni tecniche, conserva le impronte dei punzoni di prova ufficialmente riconosciuti, classifica, traduce e comunica alle Parti contraenti le informazioni di qualsiasi natura sulla prova delle armi da fuoco portatili e degli apparecchi a scopi industriali e professionali,

nonchè sulle modalità di controllo e di prova delle loro munizioni, non solo delle Parti contraenti ma di tutti gli altri Stati.

L'Ufficio permanente ha la sua sede in Belgio.

Articolo 4

1. La Commissione internazionale permanente si riunisce su convocazione dell'Ufficio permanente. Essa può essere convocata a richiesta di una delle delegazioni delle Parti contraenti; essa deve essere convocata se almeno due delegazioni delle Parti contraenti ne fanno richiesta.

2. A tale scopo, ogni Parte contraente informa il Governo del Regno del Belgio, che ne dà notizia allo Ufficio, di ogni modifica eventualmente apportata alla lista dei suoi delegati. Possono essere ammessi a partecipare a titolo consultivo, degli esperti per la trattazione di alcuni problemi ben definiti durante le riunioni tecniche delle sottocommissioni.

3. Può essere ammesso alle sessioni della Commissione internazionale permanente, di comune accordo fra le Parti contraenti, un osservatore per ogni Stato non firmatario, a condizione che sia ufficialmente designato dal proprio Governo.

Se, dopo essersi fatto rappresentare da un osservatore a tre sessioni successive, un Governo non ha chiesto l'adesione alla convenzione, non gli è più concesso di farsi rappresentare alle sessioni che seguiranno.

4. Esperti degli Stati non firmatari possono essere invitati a titolo consultivo alle riunioni tecniche delle sottocommissioni per trattare alcuni problemi ben definiti, su richiesta del Presidente della sottocommissione e con il consenso di tutti i membri di detta sottocommissione.

Articolo 5

1. Le Parti contraenti autorizzano la Commissione internazionale permanente a prendere tutte le decisioni utili nel quadro degli scopi definiti nell'articolo I della convenzione.

2. L'Ufficio permanente trasmette alle Parti contraenti, per il tramite del Governo del Regno del Belgio, le decisioni adottate dalla Commissione internazionale permanente e, in particolare, i disegni ed i progetti degli apparecchi campione per la misurazione delle pressioni, le tabelle delle dimensioni standardizzate (normalizzate) delle camere e delle cartucce nonchè la descrizione dei marchi dei punzoni di prova internazionalmente riconosciuti. Tali documenti sono costantemente tenuti aggiornati dalla Commissione.

Articolo 6

Al fine di assicurare l'esecuzione delle disposizioni che precedono, le Parti contraenti comunicano, per via diplomatica, al Governo del Regno del Belgio, che le trasmette all'Ufficio permanente, le leggi, i decreti e le direttive relative alla prova delle armi da fuoco portatili, nonchè tutti gli altri documenti afferenti che sono loro richiesti da tale Ufficio.

Articolo 7

1. Le decisioni della Commissione internazionale permanente sono soggette a votazioni, sia nel corso delle sessioni, che per corrispondenza.

2. Le decisioni sono adottate con la maggioranza semplice dei voti delle delegazioni presenti o rappresentate e a condizione che il numero dei suffragi sia almeno uguale ai 2/3 del numero totale dei Governi membri della Commissione internazionale permanente. Le astensioni, i voti o le schede bianche o nulle non sono ritenuti suffragi espressi.

In caso di parità nella ripartizione dei voti, il voto del Presidente è decisivo.

3. Tuttavia, quando si tratti del riconoscimento dei punzoni di prova di una Parte contraente, quest'ultima non ha diritto di voto.

4. In occasione di una sessione, una Parte contraente può, in caso di impedimento, dare procura ad un'altra Parte contraente entro i limiti della procura del Governo mandatario.

5. In caso di voto per corrispondenza, le delegazioni dispongono di un termine di risposta di sei mesi che viene loro notificato sotto forma di invio con avviso di ricevimento da parte del Direttore dell'Ufficio permanente. Tale termine si intende a partire dal ricevimento della notifica relativa alla fissazione del termine.

La mancata risposta entro tale termine viene considerata come astensione.

Articolo 8

1. Le decisioni entrano in vigore se nei sei mesi che seguono la notifica prevista dal paragrafo 2 dello articolo 5, nessuna delle Parti contraenti si oppone o formula riserve presso il Governo del Regno del Belgio.

Se una Parte contraente si oppone a una decisione, questa non avrà efficacia nei confronti delle altre Parti contraenti. In caso di riserve formulate da una Parte contraente nei confronti di una decisione, quest'ultima entra in vigore soltanto se la detta Parte contraente ritira le proprie riserve.

La data del ricevimento della notifica indirizzata al Governo del Regno del Belgio viene considerata come data di ritiro.

Il Governo del Regno del Belgio informa la Commissione internazionale permanente di ogni opposizione, riserva o ritiro di una riserva.

2. In caso di decisioni prese dalla Commissione, in conformità del paragrafo 7 dell'articolo I della convenzione, la Parte contraente il cui o i cui punzoni di prova

non siano riconosciuti e debbano essere depennati dalla tabella ufficiale, non è autorizzata a fare opposizione ne a formulare riserve.

Articolo 9

La lingua ufficiale della Commissione internazionale permanente è quella francese.

Articolo 10

Le spese dell'Ufficio permanente sono sostenute congiuntamente da tutti gli Stati contraenti.

Le spese generali, indennità e spese di viaggio dei delegati della Commissione internazionale permanente, in occasione della riunione della Commissione in seduta plenaria o delle sottocommissioni, o anche in occasione dei loro rapporti con l'Ufficio permanente, sono a carico dei rispettivi Governi.

Articolo 11

Il presente regolamento ha lo stesso valore e la stessa durata della convenzione, di cui è parte integrante.

FATTO a Bruxelles, il 1° luglio 1969, in lingua francese, in un solo originale.

(*Seguono le firme*).

---

**ALLEGATO I**

***al regolamento della Commissione internazionale permanente***

I. — PROVE CAMPIONE

Gli Stati contraenti o aderenti si impegnano a riconoscere reciprocamente come equivalenti ai punzoni di prova apposti nei loro Banchi di prova nazionali, i punzoni dei Banchi di prova ufficiali stranieri il cui regolamento non sia in contrasto con i principi seguenti:

La prova completa di un'arma consiste nel tiro effettuato ad una pressione almeno uguale ad un valore determinato, preceduto e seguito da un rigoroso controllo destinato ad eliminare:

*prima del tiro*:

i meccanismi difettosi e le canne insufficientemente levigate o che presentino difetti suscettibili di compromettere la resistenza dell'arma e che non siano controllati dal tiro di prova;

*dopo il tiro*:

ogni canna o parte essenziale che presenti difetti o deformazioni conseguenti al tiro di prova.

La prova propriamente detta si effettua sia sull'arma che abbia raggiunto un tale stadio di fabbricazione da non dover subire altre operazioni suscettibili di pregiudicarne la resistenza, sia quando questa sia finita e pronta per la consegna.

II. — PROVE DI FUCILI DA CACCIA A RETROCARICA A CANNE LISCIE

Per i fucili da caccia a retrocarica a canne liscie sono stabiliti due tipi di prova:

la prova ordinaria, applicata ai fucili destinati all'impiego di cartucce la cui pressione massima media non oltrepassi i 650 bars (misura crusher) (1);

la prova superiore applicata ai fucili destinati all'impiego di cartucce di potenza superiore.

1) *Prova ordinaria*:

Tale prova si applica ai fucili calibro 12, 16 e 20 la cui pressione media massima non oltrepassi i 650 bars (media di 20 colpi sparati).

La prova ordinaria comporta lo sparo di almeno due cartucce. Lo sparo di queste due cartucce dovrà permettere la realizzazione, almeno una volta, di ciascuna delle seguenti condizioni:

*a*) sviluppare nella camera una pressione tale che l'altezza residua di un cilindro crusher LCA (2) posto nel primo manometro dell'apparecchio campione munito di un pistone di 30 mm² sia al massimo uguale a 3,78 mm. (850 bars);

*b*) sviluppare nell'anima una pressione tale che la altezza residua di un cilindro crusher LCA posto nel secondo manometro situato a 162 mm. dal « vivo di culatta » munito di un pistone di 30 mm² sia al massimo di 4,40 mm. (500 bars).

2) ***Prova superiore***:

Questa prova si applica ai fucili calibro 12, 16 e 20 destinati allo sparo di cartucce la cui pressione massima media può superare i 650 bars.

La prova comporta lo sparo di almeno 2 cartucce, tenuto conto dell'eventuale prova ordinaria.

Lo sparo di due cartucce dovrà permettere che vengano realizzate, almeno una volta, ciascuna delle condizioni seguenti:

*a*) sviluppare nella camera una pressione tale che l'altezza residua di un cilindro LCA posto nel primo manometro dell'apparecchio campione, munito di un pistone di 30 mm², sia al massimo di 3,16 mm. (1200 bars);

*b*) sviluppare nella canna una pressione tale che l'altezza residua di un cilindro crusher posto nel secondo manometro sia al massimo di 4,4 mm. (500 bars).

Le condizioni definite qui sopra per le due prove possono essere realizzate:

sia separatamente con due diverse cartucce;

sia con due cartucce identiche rispondenti simultaneamente alle condizioni *a*) e *b*).

Punzoni distinti saranno impiegati per la prova ordinaria e per la prova superiore.

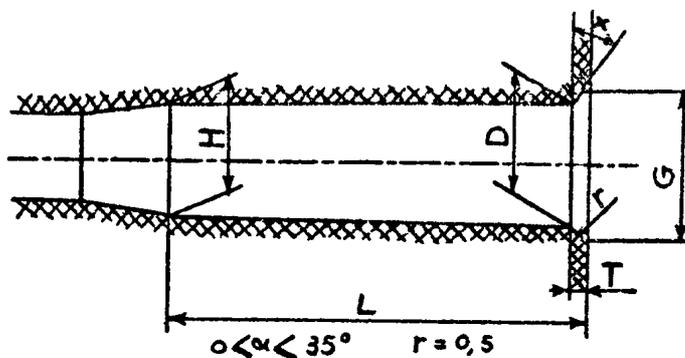
---

(1) Dispositivo per misure di pressione.

(2) Cilindro di rame costruito dal Laboratorio centrale di armamento francese e considerato come cilindro campione.

### ALLEGATO II

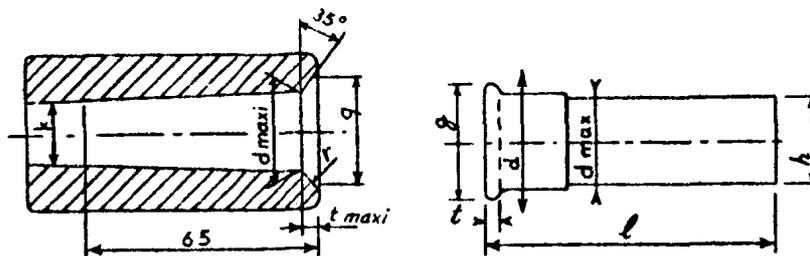
*al regolamento della Commissione internazionale permanente*

### STANDARDIZZAZIONE EUROPEA DELLE CAMERE DEI FUCILI DA CACCIA

### DIMENSIONI GENERALI DELLE CAMERE (in mm)

| CALIBRO | H mini | Toller. | D mini | Toller. | G mini | Toller. | T mini | Toller. |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 10 | 21,40 | | 21,75 | | 23,75 | | 1,90 | |
| 12 | 20,30 | | 20,65 | | 22,55 | | 1,85 | |
| 14 | 19,35 | | 19,70 | | 21,55 | | 1,75 | |
| 16 | 18,60 | | 18,95 | | 20,75 | | 1,65 | |
| 20 | 17,40 | + 0,1 | 17,75 | + 0,1 | 19,50 | + 0,1 | 1,55 | + 0,05 |
| 24 | 16,50 | | 16,80 | | 18,55 | | 1,55 | |
| 28 | 15,60 | | 15,90 | | 17,50 | | 1,55 | |
| 32 | 14,30 | | 14,60 | | 16,20 | | 1,55 | |
| 410 | 11,80 | | 12,05 | | 13,70 | | 1,55 | |

### LUNGHEZZA DELLE CAMERE

| | 2" | 2½" 32..24 | 2½" 20...12 | 2 3/4" | 2 7/8" | 3" | 3¼" |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| L mini | 50,8 | 63,6 | 65,1 | 69,9 | 73,0 | 76,2 | 82,6 |
| Toller. | tolleranza generale: 2,0 mm in più | | | | | | |

DIMENSIONI DEI BOSSOLI DELLE MUNIZIONI DA CACCIA
ADOTTATI DAL COMITATO TECNICO
DEI FABBRICANTI DI CARTUCCE EUROPEI

$$Q = g \text{ maxi} + 0{,}05$$
$$K = h \text{ maxi} + 0{,}05$$
$$r = 0{,}5$$

DIMENSIONI GENERALI DEI BOSSOLI
(in mm)

| Calibro | g maxi | Toler. | d maxi | Toller. | t maxi | Toller. | h maxi | Toller. | Calibro |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 10 . | 23,65 | — 0,25 | 21,70 | — 0,15 | 1,90 | — 0,25 | 21,30 | — 0,25 | 10 |
| 12 . . . | 22,45 | — 0,25 | 20,60 | — 0,15 | 1,85 | — 0,25 | 20,20 | — 0,25 | 12 |
| 14 . . . . . . | 21,45 | — 0,25 | 19,65 | — 0,15 | 1,75 | — 0,20 | 19,30 | — 0,25 | 14 |
| 16 . . . . . . | 20,65 | — 0,25 | 18,90 | — 0,15 | 1,65 | — 0,20 | 18,55 | — 0,25 | 16 |
| 20 . . . | 19,40 | 0,20 | 17,70 | — 0,15 | 1,55 | — 0,20 | 17,35 | — 0,25 | 20 |
| 24 . . . . . | 18,45 | — 0,20 | 16,75 | — 0,10 | 1,55 | — 0,20 | 16,45 | — 0,25 | 24 |
| 28 . . . . | 17,40 | — 0,20 | 15,85 | — 0,10 | 1,55 | — 0,20 | 15,55 | — 0,25 | 28 |
| 32 . . . . . . . | 16,10 | — 0,20 | 14,55 | — 0,10 | 1,55 | — 0,20 | 14,25 | — 0,25 | 32 |
| 410 . . . . . . . . . | 13,60 | — 0,20 | 12,00 | — 0,10 | 1,55 | — 0,20 | 11,75 | — 0,20 | 410 |

LUNGHEZZA DEI BOSSOLI

| | 2" | 2½" 32...24 | 2½" 20...12 | 2¾" | 2⅞" | 3" | 3¼" |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| maxi in mm. . . | 50,7 | 63,5 | 65,0 | 69,8 | 72,8 | 76,0 | 82,4 |
| Toller. . . | tolleranza generale: 0,7 mm in meno | | | | | | |

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 23 ottobre 1973, n. **994.**

**Erezione in ente morale della cassa scolastica dell'istituto tecnico per geometri statale « A. Righi » di Reggio Calabria.**

N. 994. Decreto del Presidente della Repubblica 23 ottobre 1973, col quale, sulla proposta del Ministro per la pubblica istruzione, la cassa scolastica dell'istituto tecnico per geometri statale « A. Righi » di Reggio Calabria viene eretta in ente morale e ne viene approvato lo statuto.

Visto, *il Guardasigilli:* ZAGARI
*Registrato alla Corte dei conti, addì 12 febbraio 1974*
*Atti di Governo, registro n.* 1, *foglio n.* 80. — CARUSO

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 22 novembre 1973, n. **995.**

**Riconoscimento della personalità giuridica della congregazione delle « Suore consolatrici del Divin Cuore di Gesù », in Trani.**

N. 995. Decreto del Presidente della Repubblica 22 novembre 1973, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuta la personalità giuridica della congregazione delle « Suore consolatrici del Divin Cuore di Gesù », con sede in Trani (Bari).

Visto, *il Guardasigilli:* ZAGARI
*Registrato alla Corte dei conti, addì 12 febbraio 1974*
*Atti di Governo, registro n.* 1, *foglio n.* 72. — CARUSO

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 22 novembre 1973, n. **996.**

**Riconoscimento, agli effetti civili, della erezione della parrocchia della Sacra Famiglia, in Pontinia.**

N. 996. Decreto del Presidente della Repubblica 22 novembre 1973, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuto, agli effetti civili, il decreto dell'ordinario diocesano di Terracina, Latina, Priverno e Sezze in data 1° maggio 1971, integrato con due dichiarazioni del 30 marzo 1973, relativo alla erezione della parrocchia della Sacra Famiglia, in località Quartaccio del comune di Pontinia (Latina).

Visto, *il Guardasigilli:* ZAGARI
*Registrato alla Corte dei conti, addì 12 febbraio 1974*
*Atti di Governo, registro n.* 1, *foglio n.* 71. — CARUSO

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 10 dicembre 1973, n. **997.**

**Riconoscimento, agli effetti civili, dell'unione della parrocchia di S. Bartolomeo con altra dallo stesso titolo, in Maissana.**

N. 997. Decreto del Presidente della Repubblica 10 dicembre 1973, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuto, agli effetti civili, il decreto dell'ordinario diocesano di Luni, ossia La Spezia, Sarzana e Brugnato in data 1° marzo 1973, relativo alla unione temporanea « aeque principalis » della parrocchia di S. Bartolomeo, in comune di Maissana (La Spezia), con l'omonima parrocchia in frazione Tavarone del medesimo comune.

Visto, *il Guardasigilli:* ZAGARI
*Registrato alla Corte dei conti, addì 12 febbraio 1974*
*Atti di Governo, registro n.* 1, *foglio n.* 73. — CARUSO

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 10 dicembre 1973, n. **998.**

**Riconoscimento, agli effetti civili, del mutamento del titolo della parrocchia dei SS. Nazaro e Celso, in Milano.**

N. 998. Decreto del Presidente della Repubblica 10 dicembre 1973, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuto, agli effetti civili, il decreto dell'ordinario diocesano di Milano in data 20 febbraio 1973, relativo al mutamento del titolo della parrocchia dei « SS. Nazaro e Celso », in frazione Quinto Romano del comune di Milano, in « Madonna della Divina Provvidenza ».

Visto, *il Guardasigilli:* ZAGARI
*Registrato alla Corte dei conti, addì 12 febbraio 1974*
*Atti di Governo, registro n.* 1, *foglio n.* 77. — CARUSO

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 10 dicembre 1973, n. **999.**

**Riconoscimento, agli effetti civili, della erezione della parrocchia della Resurrezione, in Prato.**

N. 999. Decreto del Presidente della Repubblica 10 dicembre 1973, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuto, agli effetti civili, il decreto dell'ordinario diocesano di Prato in data 11 febbraio 1973, integrato con dichiarazione in pari data, relativo alla erezione della parrocchia della Resurrezione, in Prato (Firenze).

Visto, *il Guardasigilli:* ZAGARI
*Registrato alla Corte dei conti, addì 12 febbraio 1974*
*Atti di Governo, registro n.* 1, *foglio n.* 78. — CARUSO

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 10 dicembre 1973, n. **1000.**

**Riconoscimento della personalità giuridica della pia unione « Sacra Famiglia di Nazareth », con sede in Oria.**

N. 1000. Decreto del Presidente della Repubblica 10 dicembre 1973, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuta la personalità giuridica ed approvato lo statuto della pia unione « Sacra Famiglia di Nazareth », con sede in Oria (Brindisi).

Visto, *il Guardasigilli:* ZAGARI
*Registrato alla Corte dei conti, addì 12 febbraio 1974*
*Atti di Governo, registro n.* 1, *foglio n.* 79. — CARUSO

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 10 dicembre 1973, n. **1001.**

**Riconoscimento, agli effetti civili, dell'unione delle parrocchie di S. Giovanni Battista e di S. Pietro apostolo, in Viano.**

N. 1001. Decreto del Presidente della Repubblica 10 dicembre 1973, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuto, agli effetti civili, il decreto dell'ordinario diocesano di Reggio Emilia in data 1° ottobre 1972, relativo alla unione temporanea « aeque principalis » delle parrocchie di S. Giovanni Battista, in frazione S. Giovanni Querciola, e di San Pietro apostolo, in frazione S. Pietro Querciola del comune di Viano (Reggio Emilia).

Visto, *il Guardasigilli:* ZAGARI
*Registrato alla Corte dei conti, addì 12 febbraio 1974*
*Atti di Governo, registro n.* 1, *foglio n.* 76. — CARUSO

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 14 dicembre 1973, n. **1002.**

**Autorizzazione all'Associazione nazionale alpini, con sede in Milano, ad acquistare un immobile.**

N. 1002. Decreto del Presidente della Repubblica 14 dicembre 1973, col quale, sulla proposta del Ministro per la difesa, l'Associazione nazionale alpini, con sede in Milano, viene autorizzata ad acquistare, per costruirvi una baita da utilizzare come sede per le vacanze estive dei figli degli associati, dal comune di Ferrara di Monte Baldo, al prezzo di L. 250 al metro quadrato, l'appezzamento di terreno della superficie di mq. 3.165 situato in località Albarè di quel comune e censito nel catasto del comune stesso alla sezione A, foglio VI, n. 19 v.

Visto, *il Guardasigilli*: ZAGARI
*Registrato alla Corte dei conti, addì 8 febbraio* 1974
*Atti di Governo, registro n.* 1, *foglio n.* 61. — CARUSO

---

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 14 dicembre 1973, n. **1003.**

**Riconoscimento della personalità giuridica della fondazione « Prof. ing. comm. Vincenzo Fiore », con sede in Napoli.**

N. 1003. Decreto del Presidente della Repubblica 14 dicembre 1973, col quale, sulla proposta del Ministro per la difesa, viene riconosciuta la personalità giuridica ed approvato lo statuto della fondazione « Professor ing. comm. Vincenzo Fiore », con sede in Napoli, presso il comando della scuola militare «Nunziatella».

Visto, *il Guardasigilli*: ZAGARI
*Registrato alla Corte dei conti, addì 12 febbraio* **1974**
*Atti di Governo, registro n.* **1**, *foglio n.* **74. — CARUSO**

---

DECRETO DEL PRESIDENTE DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI 16 gennaio 1974.

**Nomina di un componente il consiglio generale della Cassa per il credito alle imprese artigiane.**

IL PRESIDENTE DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI

Visto il decreto legislativo 15 settembre 1947, n. 1418, relativo alla istituzione della « Cassa per il credito alle imprese artigiane »;

Vista la legge 25 luglio 1952, n. 949, modificata dalla legge 19 dicembre 1956, n. 1524, recante nuove norme per il credito all'artigianato;

Vista la legge 7 agosto 1971, n. 685, recante modifiche al capo VI della legge 25 luglio 1952, n. 949, e successive modificazioni, concernenti provvedimenti per lo sviluppo dell'economia e l'incremento dell'occupazione;

Visto, in particolare, l'art. 2 di detta legge n. 685, che ha modificato la composizione del consiglio generale della Cassa per il credito alle imprese artigiane;

Visto il decreto in data 4 gennaio 1972, nonchè i successivi decreti di integrazione e sostituzione, con i quali sono stati nominati, per il triennio 19 gennaio 1972-18 gennaio 1975, alcuni componenti il consiglio generale della Cassa per il credito alle imprese artigiane, con riserva di far luogo successivamente all'integrazione dell'organo stesso non appena in possesso delle designazioni degli enti interessati;

Vista la lettera in data 22 ottobre 1973, con la quale l'Associazione bancaria italiana ha designato il commendatore dott. Federico D'Amico per la nomina a componente l'organo in parola, in rappresentanza degli istituti di credito di diritto pubblico e delle banche di interesse nazionale;

Ritenuto di far luogo, per intanto, alla nomina di cui sopra, con riserva di completare successivamente il consiglio generale della Cassa per il credito alle imprese artigiane non appena il Comitato centrale dell'artigianato avrà designato il componente di competenza;

Sulla proposta dei Ministri per il tesoro e per l'industria, il commercio e l'artigianato;

Decreta:

Il comm. dott. Federico D'Amico, per il quale non sussiste la incompatibilità prevista dall'art. 2 della legge 7 agosto 1971, n. 685, è nominato componente il consiglio generale della Cassa per il credito alle imprese artigiane, su designazione dell'Associazione bancaria italiana, in rappresentanza degli istituti di credito di diritto pubblico e delle banche di interesse nazionale.

Il predetto dott. D'Amico scadrà dalla carica unitamente agli altri componenti il consiglio generale nominati con il decreto in data 4 gennaio 1972, citato nelle premesse.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 16 gennaio 1974

*Il Presidente del Consiglio dei Ministri*
RUMOR

*Il Ministro per il tesoro*
LA MALFA

*Il Ministro per l'industria, il commercio e l'artigianato*
DE MITA

(1249)

---

DECRETO MINISTERIALE 15 maggio 1973.

**Sostituzione di un membro della commissione provinciale per il collocamento di Taranto.**

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Visto il decreto ministeriale 27 novembre 1971, registrato alla Corte dei conti il 26 gennaio 1972, registro n. 1, foglio n. 188, con il quale è stata ricostituita la commissione provinciale per il collocamento di Taranto;

Visto il decreto ministeriale 12 maggio 1972, registrato alla Corte dei conti il 12 gennaio 1973, registro n. 7, foglio n. 342, con il quale l'ing. sup. Luigi Blandemura, membro della citata commissione in rappresentanza dell'Ufficio del genio civile di Taranto, è stato sostituito dall'ing. sup. Enio Bernetti;

Vista la nota n. 157 del 28 febbraio 1973, con la quale l'Ufficio del genio civile di Taranto prospetta la necessità di sostituire in seno alla commissione predetta, perchè trasferito presso altra sede, il proprio rappresentante ing. sup. Enio Bernetti con l'ing. Vittorio Labriola;

Decreta:

L'ing. Vittorio Labriola è nominato membro della commissione provinciale per il collocamento di Taranto, quale rappresentante dell'Ufficio del genio civile, in sostituzione dell'ing. sup. Enio Bernetti.

Il presente decreto sarà trasmesso alla Corte dei conti per la registrazione e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 15 maggio 1973

*Il Ministro*: COPPO

*Registrato alla Corte dei conti, addì 8 gennaio 1974*
*Registro n. 12 Lavoro e prev. soc., foglio n. 152*

**(1312)**

---

DECRETO MINISTERIALE 30 maggio 1973.

**Sostituzione di un componente il comitato generale di direzione delle lotterie nazionali.**

IL MINISTRO PER LE FINANZE

Vista la legge 4 agosto 1955, n. 722;

Visto il regolamento generale delle lotterie nazionali, approvato con decreto del Presidente della Repubblica 20 novembre 1948, n. 1677, modificato, in parte, con i decreti del Presidente della Repubblica 9 novembre 1952, n. 4468, 10 maggio 1956, n. 550, 27 dicembre 1956, n. 1571, 22 giugno 1960, n. 814 e 30 dicembre 1970, n. 1443;

Visto il decreto ministeriale del 31 marzo 1973, in corso di registrazione alla Corte dei conti, con il quale il dott. Parigino Marchi, è stato nominato componente del comitato generale di direzione delle lotterie nazionali, nella sua qualità di titolare della divisione lotterie;

Visto che il dott. Parigino Marchi è stato collocato a riposo a decorrere dal 1° giugno 1973 e che, da tale data, il direttore di divisione dott. Enrico Parziale è stato incaricato della reggenza della divisione lotterie;

Considerato che ai sensi dell'art. 2 del decreto del Presidente della Repubblica 20 novembre 1948, n. 1677, il dott. Enrico Parziale deve far parte del comitato generale di direzione delle lotterie nazionali in qualità di componente;

Decreta:

Il dott. Enrico Parziale, direttore di divisione nel Ministero delle finanze - Direzione generale per le entrate speciali, è nominato componente del comitato generale di direzione delle lotterie nazionali, a decorrere dal 1° giugno 1973.

Il presente decreto sarà sottoposto alla registrazione della Corte dei conti e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 30 maggio 1973

*Il Ministro*: VALSECCHI

*Registrato alla Corte dei conti, addì 17 gennaio 1974*
*Registro n. 4 Finanze, foglio n. 275*

**(1163)**

---

DECRETO MINISTERIALE 20 dicembre 1973.

**Riconoscimento del carattere di eccezionalità delle calamità naturali verificatesi nella regione Campania e delimitazione delle zone colpite.**

IL MINISTRO PER L'AGRICOLTURA E LE FORESTE

DI CONCERTO CON

IL MINISTRO PER IL TESORO

Visto l'art. 2 della legge 25 maggio 1970, n. 364, che prevede la dichiarazione dei caratteri di eccezionalità delle calamità naturali e delle avversità atmosferiche e la delimitazione delle zone ai fini della concessione delle provvidenze previste nella stessa legge, a favore delle aziende agricole danneggiate;

Considerate le proposte della regione Campania;

Decreta:

Art. 1.

E' riconosciuto il carattere di eccezionalità degli eventi atmosferici indicati a fianco delle sotto elencate provincie nelle quali possono essere concesse, a favore delle aziende agrarie, le provvidenze creditizie previste dall'art. 7 della legge 25 maggio 1970, n. 364:

*Avellino* - nubifragio con grandine dei giorni 22, 23, 25 agosto e 18 settembre 1973;

*Benevento* - grandinate del 29 luglio, 3, 4, 25, 26 agosto e 18 settembre 1973;

*Caserta* - gelate del mese di aprile 1973; grandinate del 18 giugno, 10 e 11 luglio, 4, 22, 25, 26, 28 agosto 1973; tromba d'aria e grandinata del 3 agosto 1973; piogge torrenziali e forte vento del 18 settembre 1973;

*Napoli* - gelate del 19 e 23 aprile 1973, grandinate del 4 e 25 agosto 1973; grandinata con forte vento e pioggia del 18 settembre 1973;

*Salerno* - grandinata del 14 giugno 1973; temporale con grandine del 2 agosto 1973; temporale con grandine e bufere di vento del 25 agosto e 18 settembre 1973.

Art. 2.

Si delimitano le zone territoriali in cui possono trovare applicazione, a favore delle aziende agricole, anche le provvidenze contributive per il ripristino delle strutture fondiarie e delle scorte nonché quelle contributive e contributivo-creditizie per la ricostituzione dei capitali di conduzione non reintegrati per effetto della perdita del prodotto, previste dagli articoli 4 e 5 della citata legge 25 maggio 1970, n. 364, specificatamente indicati a fianco degli eventi atmosferici:

*Avellino* - nubifragio con grandine del 18 settembre 1973 (art. 4):

comune di Baiano per le località Arcorienza, Santo, Fontana Vecchia, Agliarola, Costarella, Monte Melito, Arciano, Calabricita, Chiaio;

comune di Mugniano del Cardinale per le località Chiancaiello, Calabricita, Sponda sinistra torrenti Acqualonga e Gaudi;

comune di Sperone per le località Torone e Chiaio;

comune di Monteforte Irpino per le località Gaudi, Acqualonga, Maisone (zona a Monte e a Valle, SS. n. 7 dal Ponte di Sopra al Ponte di Basso);

*Napoli* - grandinata con forti raffiche di vento e pioggia del 18 settembre 1973 (art. 5):

comune di Terzigno per le località Taverna, Mauro, San Marco, Bosco, Carpiti, Mass. De Falco e Mass. Sansone;

comune di Somma Vesuviana per le località Starza Regina, Mercato Vecchio, Rosanea, Mass. Panico, Mass. Del 'Duca, Scatola, Prattico, S. Giorgio, Costagnola, Micco, Allocca, Vignariello, Cocomero, Madonna delle Grazie, Mass. Coppola, Cupa di Nola, Ciciniello, Malizia, S. Chiara, Madama Filippa, Conte, Commarelle, Materazzo, Malatesta, Mass. Iovino, Mass. Sarno, Reviglione, Colle, Pigno e Monte;

comune di Visciano per le località Monte, Donico, Chiaiole, Vollicelle, Costorelle;

comune di Tufino per le località Starza, Epitaffio, Vignola, Valle e Svolta Salone.

*Salerno*:

grandinata del 14 giugno 1973 (art. 5):

comune di Caselle in Pittari per le località Bosco, Cognole, Mezzane e Granci;

temporale con grandine del 2 agosto 1973 (art. 5):

comune di Sicignano degli Alburni per le località Vignali, Arestusa, Canalicchio, Tempa, Tempone, Padula, S. Croce, Giuncarico, Acquara, Corticelle, Terranova, Piedilaserra, Casali, Scorzo, Pisciaricolo, Piani di Galdo, Convento, Vignalacorte, Bauso, Tamburro, Santa Maria, Monte, Palazzola, S. Giacomo, Difesa;

comune di Petina per le località Tempa, Capodacqua, Casacolonia, S. Maria, Bongiorno, Macchiatelle.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 20 dicembre 1973

*Il Ministro per l'agricoltura e le foreste*
FERRARI-AGGRADI

*Il Ministro per il tesoro*
LA MALFA

(1320)

---

DECRETO MINISTERIALE 18 gennaio 1974

**Determinazione delle direzioni di atterraggio, ai sensi dell'art. 714-bis del codice della navigazione, relativamente all'aeroporto privato di Cremona-Migliaro.**

IL MINISTRO
PER I TRASPORTI E L'AVIAZIONE CIVILE

Visto il codice della navigazione, approvato con regio decreto 30 marzo 1942, n. 327;

Vista la legge 4 febbraio 1963, n. 58, che apporta modificazioni ed aggiunte agli articoli dal 714 al 717 del codice della navigazione;

Vista la legge 30 gennaio 1963, n. 141, concernente la modifica della denominazione del Ministero dei trasporti in Ministero dei trasporti e dell'aviazione civile e la istituzione dell'Ispettorato generale dell'aviazione civile presso il suddetto Ministero;

Vista la legge 31 ottobre 1967, n. 1085, che modifica la denominazione dell'Ispettorato generale dell'aviazione civile in Direzione generale dell'aviazione civile;

Considerato che occorre stabilire, ai sensi dell'articolo 714-*bis* del codice della navigazione, la direzione e la lunghezza di atterraggio, nonché il livello medio sia dell'aeroporto che dei tratti di perimetro corrispondenti alle direzioni di atterraggio, per l'aeroporto privato di Cremona-Migliaro aperto al traffico aeroturistico nazionale;

Che occorre indicare, altresì, se detto aeroporto è aperto o meno al traffico strumentale e notturno;

Decreta:

Le caratteristiche prescritte dall'art. 714-*bis* del codice della navigazione sono determinate, relativamente all'aeroporto privato di Cremona-Migliaro, aperto al traffico aeroturistico nazionale, come segue:

coordinate geografiche: 45° 10' 00" N; 10° 00' 08" E;

direzione di atterraggio: 110° - 290°;

lunghezza della pista di atterraggio: m. 600;

livello medio del sedime aeroportuale: m. 161 s.l.m.;

livello medio dei tratti di perimetro corrispondenti alle direzioni di atterraggio: m. 161 s.l.m.

L'aeroporto non è aperto al traffico strumentale e notturno.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 18 gennaio 1974

*Il Ministro*: PRETI

(1217)

---

DECRETO MINISTERIALE 26 gennaio 1974.

**Revoca, su rinuncia, alla ditta Ciba-Geigy S.p.a., per attivazione nella stessa sede di una officina comune tra le ditte Ciba-Geigy S.p.a., Geigy S.p.a. e Zyma S.p.a., dell'autorizzazione a produrre specialità medicinali biologiche nella officina farmaceutica sita in Torre Annunziata.**

IL MINISTRO PER LA SANITA'

Premesso che con decreto del Ministro per la sanità n. 5248 in data 10 ottobre 1973 la ditta Ciba Geigy S.p.a. fu autorizzata a produrre nella officina farmaceutica sita in Torre Annunziata (Napoli), via Schito, 129, specialità medicinali biologiche;

Vista la lettera in data 16 novembre 1973 con la quale la ditta predetta rinuncia alla autorizzazione nella premessa indicata;

Visto l'art. 161 del testo unico delle leggi sanitarie 27 luglio 1934, n. 1265, sostituito dall'art. 3 della legge 1° maggio 1941, n. 422;

Visti gli articoli 180 e 182 del predetto testo unico;

Visti i regolamenti in data 18 giugno 1905, n. 407 e 3 marzo 1927, n. 478;

Decreta:

E' revocata, su rinuncia, alla ditta Ciba-Geigy S.p.a., per attivazione nella stessa sede di una officina farmaceutica comune tra la ditta Ciba-Geigy S.p.a., Geigy S.p.a. e Zyma S.p.a., l'autorizzazione a produrre specialità medicinali biologiche, nella officina farmaceutica sita in Torre Annunziata (Napoli), via Schito, 129, concessa con decreto del Ministro per la sanità n. 5248 in data 10 ottobre 1973.

Il presente decreto verrà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Il medico provinciale di Napoli è incaricato della notificazione e della esecuzione del presente decreto.

Roma, addì 26 gennaio 1974

*Il Ministro*: GUI

(1214)

DECRETO MINISTERIALE 26 gennaio 1974.

**Revoca, su rinuncia, alla ditta Zyma S.p.a., per attivazione nella stessa sede di una officina comune tra le società Ciba-Geigy S.p.a., Geigy S.p.a. e Zyma S.p.a., dell'autorizzazione a produrre specialità medicinali chimiche, biologiche e preparati galenici nella officina farmaceutica sita in Origgio.**

IL MINISTRO PER LA SANITA'

Premesso che con decreto del Ministro per la sanità n. 5037 in data 15 maggio 1972 e n. 5168 in data 9 aprile 1973 la ditta Zyma S.p.a. fu autorizzata a produrre nella officina farmaceutica sita in Origgio (Varese), strada statale n. 233, rispettivamente specialità medicinali chimiche e biologiche e preparati galenici;

Vista la lettera in data 31 luglio 1973 con la quale la ditta predetta rinuncia alla autorizzazione nella premessa indicata, per attivazione nella stessa sede di una officina comune tra le società Ciba-Geigy S.p.a., Geigy S.p.a. e Zyma S.p.a.;

Visti gli articoli 144 e 161 del testo unico delle leggi sanitarie 27 luglio 1934, n. 1265, modificati dagli articoli 2 e 3 della legge 1° maggio 1941, n. 422;

Visti gli articoli 180 e 182 del predetto testo unico;

Visti i regolamenti in data 18 giugno 1905, n. 407 e 3 marzo 1927, n. 478;

Decreta:

E' revocata, su rinuncia, alla ditta Zyma S.p.a. per attivazione nella stessa sede di una officina farmaceutica comune tra le società Ciba-Geigy S.p.a., Geigy S.p.a. e Zyma S.p.a., l'autorizzazione a produrre specialità medicinali chimiche, biologiche e preparati galenici nella officina farmaceutica sita in Origgio (Varese), strada statale n. 233, concessa con decreti del Ministro per la sanità n. 5037 in data 15 maggio 1972 e n. 5168 in data 9 aprile 1973.

Il presente decreto verrà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Il medico provinciale di Varese è incaricato della notificazione e della esecuzione del presente decreto.

Roma, addì 26 gennaio 1974

*Il Ministro*: GUI

**(1213)**

---

DECRETO MINISTERIALE 26 gennaio 1974.

**Revoca, su rinuncia, alla ditta Geigy S.p.a., per attivazione in altra sede di officina farmaceutica comune tra le ditte Ciba-Geigy S.p.a., Geigy S.p.a. e Zyma S.p.a., dell'autorizzazione alla produzione di specialità medicinali chimiche e biologiche nell'officina farmaceutica sita in Milano.**

IL MINISTRO PER LA SANITA'

Premesso che con decreti del Ministro per la sanità n. 2820 in data 3 febbraio 1961 e n. 4894 in data 14 giugno 1971 la ditta Geigy S.p.a. fu autorizzata a produrre nella officina farmaceutica sita in Milano, via Piranesi, 44, specialità medicinali chimiche e biologiche;

Vista la lettera in data 31 luglio 1973 con la quale la ditta predetta rinuncia alla autorizzazione nella premessa indicata, avendo attivato in altra sede una officina comune tra le ditte Ciba-Geigy S.p.a., Geigy S.p.a. e Zyma S.p.a..

Visto l'art. 161 del testo unico delle leggi sanitarie 27 luglio 1934, n. 1265, modificato dall'art. 3 della legge 1° maggio 1941, n. 422;

Visti gli articoli 180 e 182 del predetto testo unico;

Visti i regolamenti in data 18 giugno 1905, n. 407 e 3 marzo 1927, n. 478;

Decreta:

E' revocata, su rinuncia, alla ditta Geigy S.p.a. per attivazione farmaceutica comune tra le ditte Ciba-Geigy S.p.a., Geigy S.p.a. e Zyma S.p.a., l'autorizzazione a produrre specialità medicinali chimiche e biologiche nella officina farmaceutica sita in Milano, via Piranesi, 44, concessa con decreto del Ministro per la sanità n. 2820 del 3 febbraio 1961 e n. 4894 del 14 giugno 1971.

Il presente decreto verrà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Il medico provinciale di Milano è incaricato della notificazione e della esecuzione del presente decreto.

Roma, addì 26 gennaio 1974

*Il Ministro*: GUI

**(1215)**

---

DECRETO MINISTERIALE 8 febbraio 1974.

**Protezione temporanea delle invenzioni, modelli e marchi relativi ad oggetti esposti nella « V Esposizione internazionale del regalo novità », nella « V Rassegna mondiale dei viaggi e delle vacanze » e nella « XIII Esposizione internazionale caravan-camping », in Genova.**

IL MINISTRO PER L'INDUSTRIA, IL COMMERCIO E L'ARTIGIANATO

Visto l'art. 8 del regio decreto 29 giugno 1939, numero 1127, riguardante la protezione temporanea delle nuove invenzioni industriali che figurano nelle esposizioni;

Visti gli articoli 1 del regio decreto 25 agosto 1940, n. 1411 e 6 del regio decreto 21 giugno 1942, n. 929, riguardanti la protezione temporanea dei nuovi modelli industriali e dei nuovi marchi d'impresa relativi a prodotti che figurano nelle esposizioni;

Vista la legge 1° luglio 1959, n. 514;

Vista la domanda inoltrata dal presidente dell'ente organizzatore dell'esposizione;

Decreta:

*Articolo unico*

Le invenzioni industriali, i modelli di utilità, i modelli e disegni ornamentali, i marchi d'impresa relativi ad oggetti che figureranno nella « V Esposizione internazionale del regalo novità », nella « V Rassegna mondiale dei viaggi e delle vacanze » e nella « XIII Esposizione internazionale caravan-camping », che avranno luogo a Genova dal 16 al 24 marzo 1974, godranno della protezione temporanea stabilita dai decreti richiamati nelle premesse.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana e nel bollettino dei brevetti per invenzioni, modelli e marchi.

Roma, addì 8 febbraio 1974

p. *Il Ministro*: AVERARDI

**(1346)**

# DISPOSIZIONI E COMUNICATI

## MINISTERO DEI LAVORI PUBBLICI

**Sostituzione di un membro della commissione regionale di vigilanza per l'edilizia economica e popolare per la Toscana.**

Con decreto del Ministro per i lavori pubblici n. 2166 dell'11 gennaio 1974 il dott. Chiassi Montagnana è stato nominato membro della commissione regionale di vigilanza per l'edilizia economica e popolare per la Toscana in sostituzione del dottor Furio Diomedi Camassei.

**(1271)**

## MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

**Esito di ricorsi**

Con decreto del Presidente della Repubblica del 29 settembre 1973, registrato alla Corte dei conti il 13 dicembre 1973, registro n. 95 Pubblica istruzione, foglio n. 290, è stato accolto il ricorso straordinario proposto dal prof. Tommaso Spataro per l'annullamento della decisione n. 15383 del 13 novembre 1969, adottata dalla commissione dei ricorsi operante presso il provveditorato agli studi di Livorno, decisione concernente il conferimento degli incarichi e supplenze di scienze naturali, chimica e geografia generale ed economica negli istituti tecnici commerciali per l'anno scolastico 1969-70.

**(1323)**

Con decreto del Presidente della Repubblica del 29 settembre 1973, registrato alla Corte dei conti il 13 dicembre 1973, registro n 95 Pubblica istruzione, foglio n. 286, è stato accolto il ricorso straordinario proposto dalla prof.ssa Ordano Pavesi Carla, ordinaria di materie letterarie, avverso la decisione della commissione dei ricorsi di cui all'art. 11 della legge 16 giugno 1969, n. 289, istituita presso il provveditorato agli studi di Vercelli, decisione con la quale veniva respinto un precedente ricorso dell'interessata contro la revoca del comando conferitole a suo tempo presso l'istituto tecnico industriale della stessa città.

**(1324)**

Con decreto del Presidente della Repubblica del 29 settembre 1973, registrato alla Corte dei conti il 13 dicembre 1973, registro n. 95 Pubblica istruzione, foglio n. 288, è stato dichiarato inammissibile il ricorso straordinario proposto dalla professoressa Campidelli Lidia Dindi, insegnante non di ruolo, avverso la decisione n. 63110 del 21 febbraio 1972, emessa dalla commissione provinciale ex art. 11 della legge 13 giugno 1969, n. 282, funzionante presso il provveditorato agli studi di Cagliari, in materia di assegnazione alla sede di Oristano, anziché a quella di Cagliari.

**(1325)**

Con decreto del Presidente della Repubblica del 29 settembre 1973, registrato alla Corte dei conti il 13 dicembre 1973, registro n. 95 Pubblica istruzione, foglio n. 287, è stato accolto, nei limiti di cui alla motivazione del citato parere del Consiglio di Stato, il ricorso straordinario proposto dal prof. Davide Dario avverso la decisione adottata dalla commissione dei ricorsi presso il provveditorato agli studi di Teramo, in data 20 luglio 1967, con la quale veniva revocato il punteggio, in precedenza assegnato al ricorrente suddetto dalla commissione provinciale di valutazione per le graduatorie incarichi e supplenze per l'anno scolastico 1967-68.

**(1449)**

## MINISTERO DELL'AGRICOLTURA E DELLE FORESTE

**Riconoscimento della personalità giuridica del consorzio di difesa delle produzioni intensive della provincia di Brindisi**

Con decreto del Ministro per l'agricoltura e le foreste n. 165 in data 22 gennaio 1974 è stata riconosciuta la natura giuridica del consorzio di difesa delle produzioni intensive della provincia di Brindisi, con sede sociale in Brindisi, via Cavour, 25, ed è stato approvato, con modifiche, lo statuto consortile dell'ente medesimo.

**(1348)**

## MINISTERO DELLA SANITÀ

**Autorizzazione all'amministrazione dell'ospedale civile « Casa sollievo della sofferenza » di S. Giovanni Rotondo ad istituire una scuola per tecnici di radiologia medica.**

Con decreto n. 900.6/IX/31 in data 10 gennaio 1974 del Ministro per la sanità di concerto con il Ministro per la pubblica istruzione, l'amministrazione dell'ospedale civile « Casa sollievo della sofferenza » di S. Giovanni Rotondo (Foggia), è autorizzata ad istituire una scuola per tecnici di radiologia medica, con sede presso l'ente medesimo.

**(1277)**

## MINISTERO DELL'INTERNO

**Autorizzazione alla provincia di Enna ad assumere un mutuo suppletivo per l'integrazione del bilancio 1971**

Con decreto ministeriale in data 9 febbraio 1974, la provincia di Enna viene autorizzata ad assumere un mutuo suppletivo di L. 23.974.813, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1971 e l'istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo suppletivo stesso, ai sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

**(1363)**

**Autorizzazione al comune di Masi ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1972**

Con decreto ministeriale in data 7 febbraio 1974, il comune di Masi (Padova) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 13.272.655, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1972 e l'istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, ai sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n 51.

**(1364)**

**Autorizzazione al comune di Signa ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1972**

Con decreto ministeriale in data 7 febbraio 1974, il comune di Signa (Firenze) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 116.848.702, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1972 e l'istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, ai sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

**(1365)**

**Autorizzazione al comune di Volterra ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1972**

Con decreto ministeriale in data 7 febbraio 1974, il comune di Volterra (Pisa) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 577.965.787, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1972 e l'istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, ai sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

**(1366)**

# MINISTERO DELLE FINANZE

**Tabella dei prelievi applicabili dal 1° ottobre 1973 al 31 ottobre 1973, all'importazione da Paesi terzi dei prodotti di cui all'art. 1, lettere a), b) e c) del regolamento n. 120/67/CEE (settore cereali) a norma dei regolamenti (CEE) n. 2660/73, n. 2672/73, n. 2683/73, n. 2691/73, n. 2701/73, n 2715/73, n. 2729/73, n. 2740/73, n. 2746/73, n. 2759/73, n. 2779/73, n. 2799/73, n. 2811/73, n. 2817/73 n. 2828/73, n. 2844/73 n. 2861/73 n. 2868/73, n. 2882/73, n 2893/73, n. 2912/73, n. 2931/73 e n. 2944/73.**

(in lire italiane per tonnellata metrica)

| Numero della tariffa | Statistica codice | DENOMINAZIONE DELLE MERCI | 1°-10-1973 | 2-10-1973 | 3-10-1973 | 4-10-1973 | 5-10-1973 | 6/8-10-1973 | 9-10-1973 | 10-10-1973 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 10.01-A | 10.01-110<br>10.01-191<br>10.01-193<br>10.01-195 | Frumento tenero e frumento segalato . . . | zero | zero | zero | zero | zero | zero | zero | zero |
| 10.01-B | 10.01-510<br>10.01-590 | Frumento duro . . . . . . . . . . . . | zero (*a*) (*d*) | zero (*a*) (*d*) | zero (*a*) (*d*) | zero (*a*) (*d*) | zero (*a*) (*d*) | zero (*a*) (*d*) | zero (*a*) (*d*) | zero (*a*) (*d*) |
| 10.02 | 10.02-001<br>10.02-005 | Segala . . . . . . . . . . . . . . . . | 462,50 (*e*) | 462,50 (*e*) | zero (*e*) | 1.868,75 (*e*) | 1.400,00 (*e*) | 2.343,75 (*c*) | 2.343,75 (*c*) | 1.400,00 (*c*) |
| 10.03 | 10.03-100<br>10.03-900 | Orzo . . . . . . . . . . . . . . . . | zero (*b*) | zero (*b*) | zero (*b*) | zero (*b*) | zero (*b*) | zero (*b*) | zero (*b*) | zero (*b*) |
| 10.04 | 10.04-100<br>10.04-900 | Avena . . . . . . . . . . . . . . . . | 656,25 (*b*) | zero (*b*) | zero (*b*) | zero (*b*) | zero (*b*) | zero (*b*) | zero (*b*) | zero (*b*) |
| 10.05-B | 10.05-100<br>10.05-920 | Granturco, diverso dal granturco ibrido destinato alla semina | 8.093,75 (*b*) (*c*) | 7.387,50 (*b*) (*c*) | 7.387,50 (*b*) (*c*) | 8.093,75 (*b*) (*c*) | 7.625,00 (*b*) (*c*) | 8.237,50 (*b*) (*c*) | 7.743,75 (*b*) (*c*) | 7.012,50 (*b*) (*c*) |
| 10.07-A | 10.07-100 | Grano saraceno . . . . . . . . . . . | zero | zero | zero | zero | zero | zero | zero | zero |
| 10.07-B | 10.07-910 | Miglio . . . . . . . . . . . . . . . | 3.893,75 (*b*) | 5.306,25 (*b*) | 5.775,00 (*b*) | 5.775,00 (*b*) | 5.775,00 (*b*) | 5.775,00 (*b*) | 5.775,00 (*b*) | 5.775.00 (*b*) |
| 10.07-C | 10.07-950 | Sorgo . . . . . . . . . . . . . . . . | 4.387,50 (*b*) | 3.443,75 (*b*) | 3.443,75 (*b*) | 4.387,50 (*b*) | 4.387,50 (*b*) | 4.387,50 (*b*) | 4.387,50 (*b*) | 4.387,50 (*b*) |
| 10.07-D | 10.07-960<br>10.07-990 | Altri cereali . . . . . . . . . . . . | zero (*d*) | zero (*d*) | zero (*d*) | zero (*d*) | zero (*d*) | zero (*d*) | zero (*d*) | zero (*d*) |
| 11.01-A | 11.01-200 | Farine di frumento o di frumento segalato | zero | zero | zero | zero | zero | zero | zero | zero |
| 11.01-B | 11.01-510 | Farine di segala . . . . . . . . . . . | 12.362,50 | 12.362,50 | 11.037,50 | 14.331,25 | 13.675,00 | 14.993,75 | 14.993,75 | 13.675,00 |
| | | Semole e semolini: | | | | | | | | |
| 11.02-A-I-a | 11.02-010 | - di frumento duro . . . . . . . . . . | zero | zero | zero | zero | zero | zero | zero | zero |
| 11.02-A-I-b | 11.02-030 | - di frumento tenero . . . . . . . . . | zero | zero | zero | zero | zero | zero | zero | zero |

| Numero della tariffa | Statistica codice | DENOMINAZIONE DELLE MERCI | 11-10-1973 | 12-10-1973 | 13/15-10-1973 | 16-10-1973 | 17-10-1973 | 18-10-1973 | 19-10-1973 | 20/22-10-1973 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 10.01-A | 10.01-110<br>10.01-191<br>10.01-193<br>10.01-195 | Frumento tenero e frumento segalato | zero | zero | zero | zero | zero | zero | zero | zero |
| 10.01-B | 10.01-510<br>10.01-590 | Frumento duro | zero (*a*) (*d*) | zero (*a*) (*d*) | zero (*a*) (*d*) | zero (*a*) (*d*) | zero (*a*) (*d*) | zero (*a*) (*d*) | zero (*a*) (*d*) | zero (*a*) (*d*) |
| 10.02 | 10.02-001<br>10.02-005 | Segala | 462,50 (*e*) | 462,50 (*e*) | 2.343,75 (*e*) | 2.343,75 (*e*) | 2.343,75 (*e*) | 2.343,75 (*e*) | 6.337,50 (*e*) | 6.337,50 (*e*) |
| 10.03 | 10.03-100<br>10.03-900 | Orzo | zero (*b*) | zero (*b*) | zero (*b*) | zero (*b*) | zero (*b*) | zero (*b*) | 4.450,00 (*b*) | 4.450,00 (*b*) |
| 10.04 | 10.04-100<br>10.04-900 | Avena | zero (*b*) | zero (*b*) | zero (*b*) | zero (*b*) | zero (*b*) | zero (*b*) | zero (*b*) | zero (*b*) |
| 10.05-B | 10.05-100<br>10.05-920 | Granturco, diverso dal granturco ibrido destinato alla semina | 5.037,50 (*b*) (*c*) | 3.862,50 (*b*) (*c*) | 3.862,50 (*b*) (*c*) | 6.681,25 (*b*) (*c*) | 6.681,25 (*b*) (*c*) | 7.150,00 (*b*) (*c*) | 7.150,00 (*b*) (*c*) | 7.150,00 (*b*) (*c*) |
| 10.07-A | 10.07-100 | Grano saraceno | zero | zero | zero | zero | zero | zero | zero | zero |
| 10.07-B | 10.07-910 | Miglio | 4.600,00 (*b*) | 3.187,50 (*b*) | 3.187,50 (*b*) | 3.187,50 (*b*) | 3.187,50 (*b*) | 2.481,25 (*b*) | 2.481,25 (*b*) | 4.837,50 (*b*) |
| 10.07-C | 10.07-950 | Sorgo | 3.443,75 (*b*) | 2.737,50 (*b*) | 2.737,50 (*b*) | 3.918,75 (*b*) | 4.618,75 (*b*) | 5.325,00 (*b*) | 5.325,00 (*b*) | 5.325,00 (*b*) |
| 10.07-D | 10.07-960<br>10.07-990 | Altri cereali | zero (*d*) | zero (*d*) | zero (*d*) | zero (*d*) | zero (*d*) | zero (*d*) | zero (*d*) | zero (*d*) |
| 11.01-A | 11.01-200 | Farine di frumento o di frumento segalato | zero | zero | zero | zero | zero | 2.062,50 | 3.481,25 | 912,50 |
| 11.01-B | 11.01-510 | Farine di segala | 12.362,50 | 12.362,50 | 14.993,75 | 14.993,75 | 14.993,75 | 14.993,75 | 20.587,50 | 20.587,50 |
| | | Semole e semolini: | | | | | | | | |
| 11.02-A-I-a | 11.02-010 | - di frumento duro | zero | zero | zero | zero | zero | zero | zero | zero |
| 11.02-A-I-b | 11.02-030 | - di frumento tenero | zero | zero | zero | zero | zero | 2.075,00 | 3.612,50 | 837,50 |

| Numero della tariffa | Statistica codice | DENOMINAZIONE DELLE MERCI | 23-10-1973 | 24-10-1973 | 25-10-1973 | 26-10-1973 | 27/29-10-1973 | 30-10-1973 | 31-10-1973 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 10.01-A | 10.01-110<br>10.01-191<br>10.01-193<br>10.01-195 | Frumento tenero e frumento segalato . . . | zero | zero | zero | zero | zero | zero | zero |
| 10.01-B | 10.01-510<br>10.01-590 | Frumento duro . . . . . . . . . . . | zero<br>(*a*) (*d*) | zero<br>(*a*) (*d*) | zero<br>(*a*) (*d*) | zero<br>(*a*) (*d*) | zero<br>(*a*) (*d*) | zero<br>(*a*) (*d*) | zero<br>(*a*) (*d*) |
| 10.02 | 10.02-001<br>10.02-005 | Segala . . . . . . . . . . . . . . . | 6.337,50<br>(*e*) | 5.162,50<br>(*e*) | 5.943,75<br>(*e*) | 4.550,00<br>(*e*) | 4.550,00<br>(*e*) | 4.550,00<br>(*e*) | 5.943,75<br>(*e*) |
| 10.03 | 10.03-100<br>10.03-900 | Orzo . . . . . . . . . . . . . . . . | 4.450,00<br>(*b*) | 5.393,75<br>(*b*) | 6.100,00<br>(*b*) | 6.100,00<br>(*b*) | 5.637,50<br>(*b*) | 5.637,50<br>(*b*) | 6.562,50<br>(*b*) |
| 10.04 | 10.04-100<br>10.04-900 | Avena . . . . . . . . . . . . . . . | zero<br>(*b*) | zero<br>(*b*) | 687,50<br>(*b*) | 2.081,25<br>(*b*) | 2.081,25<br>(*b*) | 687,50<br>(*b*) | 1.618,75<br>(*b*) |
| 10.05-B | 10.05-100<br>10.05-920 | Granturco, diverso dal granturco ibrido destinato alla semina | 7.625,00<br>(*b*) (*c*) | 7.625,00<br>(*b*) (*c*) | 8.056,25<br>(*b*) (*c*) | 8.056,25<br>(*b*) (*c*) | 5.131,25<br>(*b*) (*c*) | 6.062,50<br>(*b*) (*c*) | 7.825,00<br>(*b*) (*c*) |
| 10.07-A | 10.07-100 | Grano saraceno . . . . . . . . . . . | zero | zero | zero | zero | zero | zero | zero |
| 10.07-B | 10.07-910 | Miglio . . . . . . . . . . . . . . . | 4.837,50<br>(*b*) | 5.306,25<br>(*b*) | 6.450,00<br>(*b*) | 5.987,50<br>(*b*) | 5.987,50<br>(*b*) | 6.450,00<br>(*b*) | 6.912,50<br>(*b*) |
| 10.07-C | 10.07-950 | Sorgo . . . . . . . . . . . . . . . | 5.325,00<br>(*b*) | 5.325,00<br>(*b*) | 5.787,50<br>(*b*) | 5.787,50<br>(*b*) | 5.087,50<br>(*b*) | 4.162,50<br>(*b*) | 5.087,50<br>(*b*) |
| 10.07-D | 10.07-960<br>10.07-990 | Altri cereali . . . . . . . . . . . . . | zero<br>(*d*) | zero<br>(*d*) | zero<br>(*d*) | zero<br>(*d*) | zero<br>(*d*) | zero<br>(*d*) | zero<br>(*d*) |
| 11.01-A | 11.01-200 | Farine di frumento o di frumento segalato | 912,50 | 93,75 | zero | zero | zero | zero | 3.031,25 |
| 11.01-B | 11.01-510 | Farine di segala . . . . . . . . . . . | 20.587,50 | 18.943,75 | 20.037,50 | 18.081,25 | 18.081,25 | 18.081,25 | 20.037,50 |
| | | Semole e semolini: | | | | | | | |
| 11.02-A-I-a | 11.02-010 | - di frumento duro . . . . . . . . . . | zero | zero | zero | zero | zero | zero | zero |
| 11.02-A-I-b | 11.02-030 | - di frumento tenero . . . . . . . . . | 837,50 | zero | zero | zero | zero | zero | 3.125,00 |

(*a*) Per il frumento duro, originario del Marocco e trasportato direttamente da detto Paese nella Comunità, il prelievo va ridotto di L. 312,50 per tonnellata metrica (regolamento (CEE) n. 1464/69).

(*b*) Per le importazioni via mare si applica una riduzione di L. 3.750,00 per tonnellata metrica (decreto legge 11 ottobre 1967, n. 901, convertito, con modificazioni, nella legge 9 dicembre 1967, n. 1156; decreto ministeriale 7 febbraio 1968, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 59 del 4 marzo 1968).

(*c*) Per il granturco originario della Repubblica unita di Tanzania, della Repubblica dell'Uganda e della Repubblica del Kenya, il prelievo va ridotto di L. 625,00 per tonnellata metrica (regolamento (CEE) n. 656/71 modificato dal regolamento (CEE) n. 1466/72).

(*d*) Per il frumento duro e la scagliola prodotti in Turchia e trasportati direttamente da detto Paese nella Comunità, il prelievo va ridotto di L. 312,50 per tonnellata metrica (regolamento (CEE) n. 1234/71).

(*e*) Per la segala prodotta in Turchia e trasportata direttamente da detto Paese nella Comunità, va riscosso il prelievo applicabile per le importazioni dai Paesi terzi diminuito di un importo pari alla tassa speciale sull'esportazione verso la Comunità riscossa dalla Turchia su tale prodotto, entro i limiti di 8 unità di conto per tonnellata metrica (regolamento (CEE) n. 1234/71, con l'osservanza delle norme e condizioni da stabilirsi dal Ministero delle finanze in applicazione del regolamento (CEE) n. 2622/71).

(991)

# CONCORSI ED ESAMI

## MINISTERO DELL'INTERNO

### Concorso, per soli titoli, a centoventidue posti di segretario comunale in prova

IL MINISTRO PER L'INTERNO

Viste le leggi 27 giugno 1942, n. 851; 9 agosto 1954, n. 748; 8 giugno 1962, n. 604 e 17 febbraio 1968, n. 107 nonchè il decreto del Presidente della Repubblica 23 giugno 1972, n. 749, recanti norme sullo stato giuridico dei segretari comunali e provinciali;

Vista la legge 2 aprile 1968, n. 482, recante norme in materia di assunzione di invalidi ed altri aventi diritto;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 24 giugno 1954, n. 368, concernente la documentazione dei pubblici concorsi e successive modificazioni;

Decreta:

Art. 1.

E' indetto un pubblico concorso, per soli titoli, a centoventidue posti di segretario comunale in prova (parametro 190).

Il numero dei posti a concorso sarà maggiorato in ragione di un terzo di quelli che si renderanno vacanti sino alla data del 30 giugno 1974.

Art. 2.

Possono essere ammessi al concorso solamente i candidati che alla data del 12 dicembre 1972, (data di entrata in vigore del decreto del Presidente della Repubblica 23 giugno 1972, n. 749) risultino in servizio non di ruolo con l'incarico di segretario comunale reggente o supplente ed abbiano maturato in tale posizione un periodo ininterrotto di almeno due anni e che risultino in possesso dei seguenti requisiti:

*A*) età non inferiore agli anni 21 e non superiore agli anni 45;

Il limite massimo di età è, inoltre, elevato:

a 55 anni, ritenendosi assorbita ogni altra elevazione spettante nei confronti:

*a*) **dei mutilati ed invalidi di guerra, dei mutilati ed invalidi per la lotta di liberazione, dei mutilati ed invalidi civili per i fatti di guerra, dei mutilati ed invalidi civili per i fatti di Mogadiscio, dei mutilati ed invalidi per servizio, dei mutilati ed invalidi in occasione di azioni di terrorismo politico nei territori delle ex colonie italiane, dei mutilati ed invalidi in occasione di azioni singole o collettive aventi fini politici nelle provincie di confine con la Jugoslavia o nei territori soggetti a detto Stato per eventi avvenuti fino al 31 dicembre 1954, e degli alto-atesini e delle persone residenti, prima del 1° gennaio 1940, nelle zone mistilingue di Cortina d'Ampezzo e di Tarvisio o nei comuni di S. Orsola e Luserna, che, facendo parte delle forze armate tedesche o delle formazioni armate da essi organizzate, abbiano riportato, per causa del servizio di guerra o attinente alla guerra ferite o lesioni o contratta infermità, quando abbiano conservato o riacquistato la cittadinanza italiana e sempreché non abbiano partecipato ad azioni, anche isolate, di terrorismo e di sevizie.**

Il beneficio di cui alla presente lettera spetta ai mutilati ed agli invalidi che rientrino nelle prime otto categorie, ovvero nelle voci da quattro a dieci della categoria nona o nelle voci da tre a sei della categoria decima della tabella *A*, allegata al decreto luogotenenziale 20 maggio 1917, n. 876, ovvero nelle voci quattro e da sei ad undici della tabella *B* allegata al regio decreto 12 luglio 1923, n. 1491, richiamate dalla legge 3 giugno 1950, n. 375;

*b*) delle vedove e degli orfani per causa di guerra o di servizio;

*c*) dei mutilati ed invalidi civili;

*d*) dei mutilati ed invalidi del lavoro, di cui alla legge 14 ottobre 1966, n. 851 e 2 aprile 1968, n. 482;

*e*) degli orfani e delle vedove dei caduti sul lavoro;

*f*) dei cittadini che siano titolari dell'assegno di benemerenza, di cui all'art 1 della legge 10 marzo 1955, n. 96, modificato con l'art. 1 della legge 24 aprile 1967, n 261;

*B*) possesso del diploma di laurea in giurisprudenza, in scienze politiche, scienze politiche e sociali, in scienze diplomatiche e consolari, in economia e diritto, in scienze economiche e marittime, in economia e commercio e in scienze coloniali;

*C*) cittadinanza italiana (sono equiparati ai cittadini gli italiani non appartenenti alla Repubblica);

*D*) godimento dei diritti politici;

*E*) buona condotta morale e civile;

*F*) sana e robusta costituzione fisica e mancanza di difetti o imperfezioni che possano influire sul rendimento in servizio;

*G*) essere in regola con le norme concernenti gli obblighi militari.

Art. 3.

I requisiti di ammissione al concorso debbono essere posseduti alla data di scadenza del termine utile per la presentazione delle domande, ad eccezione di quello stabilito dal primo comma dell'art. 2 del presente bando.

L'esclusione dal concorso, per difetto dei requisiti prescritti, è disposta, con decreto motivato, dal Ministro per l'interno.

Non possono essere ammessi al concorso coloro che siano stati destituiti o dispensati dall'impiego presso una pubblica amministrazione.

Art. 4.

Le domande di ammissione al concorso, redatte su carta da bollo e dirette al Ministero dell'interno - Direzione generale dell'amministrazione civile, dovranno pervenire al Ministero stesso, a mezzo posta raccomandata, entro e non oltre il 10 aprile 1974.

Nella domanda i candidati dovranno esplicitamente chiedere l'ammissione al concorso per soli titoli a posti di segretario comunale in prova ed indicare:

le proprie generalità (le donne coniugate devono indicare, nell'ordine, il cognome del marito, il nome e cognome proprio);

il luogo e la data di nascita, nonchè, ove occorra, il titolo che legittima l'elevazione del limite massimo di età.

Devono, inoltre, dichiarare:

di essere in possesso della cittadinanza italiana;

di essere iscritti nelle liste elettorali, indicando il comune di iscrizione, ovvero i motivi della non iscrizione o della cancellazione dalle liste medesime;

di non aver riportato condanne penali, in caso affermativo dichiareranno le condanne riportate (anche se sia stata concessa amnistia, condono, indulto o perdono giudiziale) e i procedimenti penali eventualmente pendenti, dei quali deve essere specificata la natura;

la loro posizione nei riguardi degli obblighi militari;

di essere disposti a raggiungere, in caso di nomina, qualsiasi sede della classe quarta;

l'indirizzo al quale devono essere inviate le comunicazioni relative al presente concorso e l'impegno a far conoscere le successive eventuali variazioni dell'indirizzo stesso.

La data di ricezione delle domande è comprovata dal bollo a data apposta sulle medesime dal Ministero. Si considerano prodotte in tempo utile, tuttavia, anche se spedite a mezzo raccomandata con avviso di ricevimento entro il termine indicato nel presente bando. A tal fine fa fede il timbro a data dell'ufficio postale accettante.

La firma in calce alla domanda deve essere autenticata da notaio o dal segretario comunale del luogo di residenza dell'aspirante o da altro pubblico ufficiale fra quelli specificati all'art. 20 della legge 4 gennaio 1968, n. 15.

Per i militari alle armi è sufficiente il visto del comandante della compagnia o unità equiparata.

Alle domande dovranno essere allegati:

*a*) un certificato rilasciato dal prefetto attestante che il candidato alla data del 12 dicembre 1972 era in servizio nella qualità di incaricato delle funzioni di segretario comunale (reggente o supplente) ed a tale data ha espletato per un periodo ininterrotto di almeno due anni le anzidette funzioni;

*b*) un certificato attestante il conseguimento della laurea in giurisprudenza, in scienze politiche, in scienze politiche e sociali, in scienze diplomatiche e consolari, in economia e diritto, in scienze economiche e marittime, in economia e commercio, in scienze coloniali, con l'indicazione del punteggio ottenuto nell'esame finale;

*c*) la documentazione relativa ai titoli di merito (certificato di servizio prestato alle dipendenze dello Stato o di altri enti pubblici, diploma del corso di studio per aspiranti segretari comunali, diploma di lauree ed altri titoli di studio);

*d*) i documenti attestanti il possesso dei titoli di precedenza e preferenza nella nomina;

*e*) i documenti attestanti il possesso dei requisiti che consentono l'ammissione al concorso dei candidati che hanno superato l'età di quarantacinque anni.

Il servizio di ruolo prestato presso amministrazioni comunali o provinciali deve essere documentato con certificato rilasciato in carta da bollo, dal capo dell'amministrazione;

*f*) un elenco, in carta libera in duplice esemplare, dei titoli prodotti;

*g*) il talloncino di ricevuta del vaglia postale dell'ammontare di L. 1000 (mille) per tassa di concorso, intestato alla prefettura di Roma, con l'indicazione della causale del versamento.

L'amministrazione non assume alcuna responsabilità per il caso di dispersione di comunicazioni, dipendente da inesatte indicazioni del recapito da parte dell'aspirante o da mancata oppure tardiva comunicazione dell'indirizzo indicato nella domanda, nè per eventuali disguidi postali o telegrafici non imputabili a colpa dell'amministrazione stessa.

Ai fini dell'applicazione dei benefici previsti dalle vigenti disposizioni, i candidati interessati dovranno produrre la documentazione a fianco indicata:

1) insignito di medaglia al valor militare: originale o copia autentica del brevetto;

2) mutilato o invalido di guerra o per fatto di guerra: decreto di concessione della relativa pensione, ovvero certificato mod. 69 rilasciato dalla Direzione generale delle pensioni di guerra;

3) mutilato o invalido per servizio: decreto di concessione della pensione, che indichi la categoria di questa o la categoria e la voce dell'invalidità, ovvero mod. 69-*ter*, rilasciato, secondo i casi, dall'amministrazione centrale al servizio della quale l'aspirante ha contratto l'invalidità o dagli enti pubblici autorizzati ai sensi del decreto ministeriale 23 marzo 1948 (pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 83 dell'8 aprile 1948);

4) mutilato od invalido civile: certificato dell'ufficio del lavoro della provincia di residenza attestante l'iscrizione nel ruolo e la categoria professionale, rilasciato a norma dell'art. 6 della legge 5 ottobre 1962, n. 1539 e dell'art. 19 della legge 2 aprile 1968, n. 482;

5) vedova per causa di guerra: certificato mod. 331 rilasciato dalla Direzione generale delle pensioni di guerra, nel quale dovrà essere esplicitamente dichiarato il godimento della pensione di guerra, ai sensi dell'art. 55 della legge 10 agosto 1950, n. 648;

6) orfano di guerra o di caduto per fatto di guerra: certificato rilasciato dal competente comitato provinciale dell'Opera nazionale per la protezione ed assistenza agli orfani di guerra;

7) vedova ed orfano di caduto per servizio: dichiarazione dell'amministrazione, presso cui il caduto prestava servizio;

8) ferito in combattimento: originale o copia autentica del brevetto;

9) insignito di croce di guerra o di altra attestazione speciale di merito di guerra: originale o copia autentica del brevetto o del documento di concessione;

10) figlio di mutilato o invalido di guerra o per fatto di guerra: attestato dell'Opera nazionale invalidi di guerra, rilasciato a nome del padre, qualora questi sia iscritto nei ruoli previsti dall'art. 5 della legge 3 giugno 1950, n. 375, comprovante l'iscrizione del medesimo nei ruoli stessi e la categoria di pensione. I figli degli invalidi non iscritti nei ruoli, di cui sopra, dovranno produrre decreto di concessione di pensione di guerra ovvero mod. 69, rilasciato dalla Direzione generale delle pensioni di guerra a nome del padre, oppure un certificato del sindaco del comune di residenza, sulla conforme dichiarazione di tre testimoni ed in base alle risultanze anagrafiche e dello stato civile, dal quale risulti anche la categoria di pensione;

11) figlio di mutilato o invalido per servizio: decreto di concessione di pensione privilegiata o mod. 69-*ter*, a nome del padre, rilasciato dall'amministrazione di appartenenza dell'invalido;

12) madre o sorella, vedova o nubile, del caduto in guerra o per fatto di guerra o di caduto per servizio: certificato rilasciato dal sindaco del comune di residenza;

13) ex combattente od assimilato:

*a*) per coloro che hanno partecipato alle operazioni militari svoltesi in Africa orientale dal 3 ottobre 1935 al 5 maggio 1936: dichiarazione da rilasciarsi per l'applicazione del regio decreto-legge 2 giugno 1936, n. 1172, ai sensi della circolare n. 427 del Giornale militare ufficiale 1937, nonchè foglio matricolare o stato di servizio aggiornati;

*b*) per gli ex combattenti della guerra 1940-45, partigiani combattenti o sminatori: dichiarazione integrativa o notificazione di cui alla circolare n. 5000 del 1° gennaio 1953 dello stato maggiore dell'Esercito o quella di cui alla circolare n. 202860/OD dell'8 luglio 1948 dello stato maggiore dell'Aeronautica, ovvero quella di cui alla circolare n. 27200/om del 3 luglio 1948 dello stato maggiore della Marina, nonchè foglio matricolare o stato di servizio aggiornati;

*c*) per i cittadini che furono deportati o internati dal nemico: attestazione rilasciata dal prefetto della provincia, nel cui territorio l'interessato ha la sua residenza, ai sensi dell'art. 8 del decreto legislativo luogotenenziale 14 febbraio 1946, n. 27;

*d*) per i profughi di cui agli articoli 1 e 2 della legge 4 marzo 1952, n. 137: attestazione rilasciata dal prefetto, ai sensi dell'art. 4 del decreto del Presidente della Repubblica 4 luglio 1956, n. 1117; per i profughi dall'Egitto, dall'Algeria e dagli altri Paesi africani di cui al primo comma dell'art. 1 della legge 25 ottobre 1960, n. 1306, ed il primo e secondo comma dell'art. 3 della legge 25 febbraio 1963, n. 319: attestazione rilasciata dalla autorità consolare; per i profughi dalla Tunisia e da Tangeri di cui al secondo e terzo comma dell'art. 1 della legge 25 ottobre 1960, n. 1306: attestazione del Ministero degli affari esteri;

14) mutilato o invalido del lavoro e figlio di mutilato o invalido del lavoro: certificato della sezione provinciale dell'Associazione nazionale mutilati ed invalidi del lavoro;

15) madre, vedova non rimaritata, orfano e sorella, vedova o nubile, di caduto sul lavoro: certificato della sezione provinciale dell'Associazione nazionale mutilati ed invalidi del lavoro;

16) cittadino titolare dell'assegno di benemerenza, di cui all'art. 1 della legge 10 marzo 1955, n. 96, modificato con l'art. 1 della legge 24 aprile 1967, n. 261: certificato rilasciato dalla Direzione generale delle pensioni di guerra, attestante il godimento del predetto assegno;

17) coniugato o vedovo con riguardo al numero dei figli: stato di famiglia rilasciato dal sindaco del comune di residenza, in data non anteriore a quella del presente decreto.

Tutti i suindicati documenti devono essere conformi alle prescrizioni della legge sul bollo.

La presentazione di documenti diversi da quelli stabiliti o irregolarmente compilati, comporta, senza necessità di particolare avviso, la decadenza dai relativi benefici.

Art. 5.

Le domande ed i documenti che perverranno al Ministero oltre il termine stabilito dall'art. 4 non saranno presi in considerazione.

Non saranno ammessi riferimenti a documenti presentati per partecipare a concorsi indetti da altre amministrazioni.

Art. 6.

La graduatoria è approvata con decreto ministeriale, sotto condizione dell'accertamento dei requisiti per l'ammissione all'impiego.

A tal fine, i concorrenti che risultino utilmente collocati nella graduatoria di merito saranno invitati a produrre, nel termine perentorio di giorni trenta, che decorrono dalla comunicazione del relativo invito, i seguenti documenti:

1) estratto dell'atto di nascita su carta da bollo dal quale risulti che l'aspirante, alla data del 10 aprile 1973, abbia compiuto il 21° anno e non superato il 45°;

2) certificato rilasciato su carta da bollo dal sindaco del comune di residenza, dal quale risulti che l'aspirante è cittadino italiano e gode dei diritti politici. Sono equiparati ai cittadini dello Stato gli italiani nati in zone non comprese nel territorio della Repubblica e coloro per i quali tale equiparazione sia riconosciuta a norma di legge;

3) certificato generale del casellario giudiziario su carta da bollo;

4) certificato medico, rilasciato su carta da bollo, da un medico provinciale o militare o dal medico condotto o ufficiale sanitario del comune di residenza dal quale risulti che il candidato è di sana e robusta costituzione fisica.

Qualora l'aspirante abbia una qualsiasi imperfezione, questa deve essere specificamente menzionata, con dichiarazione che essa non menoma l'attitudine fisica all'espletamento delle funzioni di segretario comunale. I candidati che siano invalidi di guerra o assimilati dovranno produrre il certificato rilasciato dall'ufficio sanitario del comune di residenza, ai sensi dell'articolo 3 della legge 3 giugno 1950, n. 375 e dell'art. 3 della legge 24 febbraio 1953, n. 142.

L'amministrazione si riserva di sottoporre i candidati invalidi di guerra, civili di guerra o per servizio alla visita collegiale di controllo, prevista dall'art. 7 della legge 3 giugno 1950, n. 375 e dall'art. 7 della legge 24 febbraio 1953, n. 142.

I candidati, invalidi civili, sono tenuti a presentare la dichiarazione della commissione provinciale sanitaria di cui all'art. 5 della legge 5 ottobre 1962, n. 1539 e art. 19 della legge 2 aprile 1968, n. 482.

L'amministrazione si riserva, inoltre, di sottoporre i vincitori del concorso alla visita di un sanitario di sua fiducia ai fini dell'accertamento del possesso del requisito della sana e robusta costituzione fisica;

5) certificato dello stato di famiglia, su carta da bollo, rilasciato dal sindaco del comune ove l'aspirante risiede da prodursi soltanto dai coniugati con o senza prole e da vedovi con prole.

Art. 7.

I documenti di cui ai numeri 2), 3) e 4) del precedente art. 6 debbono essere rilasciati in data non anteriore a tre mesi a quella del presente decreto.

I candidati che si trovino sotto le armi possono esibire, invece dei documenti di cui ai numeri 2), 3) e 4) del precedente art. 6 un certificato su carta da bollo rilasciato dal comandante del Corpo al quale appartengono, comprovante la loro buona condotta e la idoneità fisica a coprire il posto di segretario comunale.

Art. 8.

I candidati, che per gli effetti dell'art. 38 dello Statuto speciale della Valle d'Aosta, approvato con legge costituzionale 26 febbraio 1968, n. 4, intendono sostenere la prova facoltativa di lingua francese ne dovranno fare esplicita richiesta nella domanda di ammissione; tale prova facoltativa consiste in un colloquio e qualora il candidato dimostri di saper tradurre dall'italiano nella lingua francese e viceversa, potrà conseguire una votazione sino ad un massimo di punti due in aggiunta a quella riportata nella valutazione dei titoli.

Art. 9.

I vincitori del concorso sono nominati segretari comunali in prova (qualifica corrispondente a quella iniziale delle carriere direttive nelle amministrazioni statali), con il seguente trattamento economico:

| | |
|---|---|
| stipendio mensile | L. 116.375 |
| indennità integrativa mensile . | » 38.200 |
| assegno perequativo . | » 66.958 |
| **Totale lordo mensile .** | L. 221.533 |

oltre la 13ª mensilità, le eventuali quote di aggiunta di famiglia e le eventuali competenze accessorie previste dalla legge (compensi per lavoro straordinario e per levata di protesti cambiari, indennità di missione per incarichi fuori sede di servizio, ecc.).

Il primo aumento di stipendio (parametro 257) sarà conseguito dopo sei mesi di servizio.

Dopo tale periodo il relativo trattamento economico risulterà, pertanto, come segue:

| | |
|---|---|
| stipendio mensile | L. 157.412 |
| indennità integrativa mensile . | » 38.200 |
| assegno perequativo . | » 67.587 |
| Totale lordo mensile . | L. 263.199 |

oltre la 13ª mensilità, le eventuali quote di aggiunta di famiglia e le eventuali competenze accessorie previste dalla legge (compensi per lavoro straordinario e per levata di protesti cambiari, indennità di missione per incarichi fuori sede di servizio, ecc.).

I predetti sono assegnati alle segreterie dei comuni e dei consorzi di comuni della classe quarta disponibili.

Coloro che non assumono, senza giustificato motivo, servizio nella residenza e nel termine loro assegnato sono considerati decaduti dalla nomina.

Art. 10.

E' in facoltà del Ministero accertare l'idoneità fisica del candidato mediante visita di controllo.

Art. 11.

Per quanto non espressamente previsto dal presente decreto saranno osservate le norme di cui alla legge 8 giugno 1962, n. 604 e del decreto del Presidente della Repubblica 23 giugno 1972, n. 749.

Roma, addì 30 gennaio 1974

p. *Il Ministro*: Russo

(1393)

## Concorso, per esami e per titoli, a duecentoquarantaquattro posti di segretario comunale in prova

IL MINISTRO PER L'INTERNO

Viste le leggi 27 giugno 1942, n. 851; 9 agosto 1954, n. 748; 8 giugno 1962, n. 604 e 17 febbraio 1968, n. 107 nonchè il decreto del Presidente della Repubblica 23 giugno 1972, n. 749, recanti norme sullo stato giuridico dei segretari comunali e provinciali;

Vista la legge 2 aprile 1968, n. 482, recante norme in materia di assunzione di invalidi ed altri aventi diritto;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 24 giugno 1954, n. 368 concernente la documentazione per i pubblici concorsi;

Decreta:

Art. 1

E' indetto un pubblico concorso, per esami e per titoli a duecentoquarantaquattro posti di segretario comunale in prova (parametro 190).

Il numero dei posti a concorso sarà maggiorato in ragione di due terzi di quelli che si renderanno vacanti sino alla data del 30 giugno 1974 nonchè di quelli non attribuiti a seguito dell'espletamento del concorso per soli titoli per la nomina a segretario comunale della qualifica iniziale indetto con decreto ministeriale n. 17300.15.T in data 30 gennaio 1974.

Art. 2.

Per l'ammissione al concorso è richiesto il possesso dei seguenti requisiti:

*A*) età non inferiore agli anni 21 e non superiore ai 32, salve le elevazioni previste dalle vigenti disposizioni per l'ammissione agli impieghi civili dello Stato.

Per i candidati che, alla data di scadenza del termine stabilito nel presente bando di concorso per la presentazione della domanda di ammissione, siano in servizio di ruolo presso amministrazioni comunali e provinciali da almeno cinque anni ovvero **abbiano prestato complessivamente servizio per almeno due anni in qualità di incaricato delle funzioni di segretario comunale, il limite massimo di età è elevato ad anni quarantacinque.**

Il limite massimo di età è, inoltre, elevato:

1) di cinque anni nei confronti:

*a*) dei cittadini deportati o internati dal nemico (decreto legislativo luogotenenziale 4 agosto 1945, n. 467; legge 14 marzo 1961, n. 130), salvo il maggior limite di età, previsto al n. 7, lettera *g*), del presente articolo, per quelli di cui all'art. 2 della legge 14 marzo 1961, n. 130;

*b*) dei cittadini aventi il loro domicilio in territorio di confine che, in conseguenza di avvenimenti di carattere bellico o politico, siano stati costretti ad allontanarsene e non possano farvi ritorno;

*c*) dei profughi, di cui al decreto legislativo 26 febbraio 1948, n. 104, ed alle leggi 4 marzo 1952, n. 137, 25 ottobre 1960, n. 1306, 25 febbraio 1963, n. 319 e decreto-legge 28 agosto 1970, n. 622, convertito nella legge 19 ottobre 1970, n. 744, salvo il maggior limite di età previsto, per i profughi disoccupati, al n. 7 della lettera *f*) del presente articolo;

*d*) di coloro che appartengono alle altre categorie assimilate ai combattenti, in base alle vigenti disposizioni;

2) di due anni per gli aspiranti, che siano coniugati alla data in cui scade il termine di presentazione delle domande di partecipazione al concorso;

3) di un anno per ogni figlio vivente alla data medesima.

Le elevazioni del limite massimo di età, di cui ai numeri 2) e 3), sono cumulabili tra di loro ed entrambe con quelle di cui al n. 1), e con quelle previste da ogni altra disposizione in vigore, purchè complessivamente non si superino i 40 anni;

4) a trentanove anni nei confronti dei capi di famiglie numerose, ai sensi della legge 20 marzo 1940, n. 233, e del decreto legislativo luogotenenziale 29 marzo 1945, n. 267, costituite da almeno sette figli viventi, compresi tra essi anche i figli caduti in guerra, salvo il maggior limite consentito in applicazione di quanto previsto al precedente n. 3);

5) a quaranta anni nei confronti di coloro che, ai sensi dell'art. 5 del decreto legislativo 12 dicembre 1947, n. 1488, abbiano riportato, per comportamento contrario al regime fa-

scista, sanzioni penali o di polizia, ovvero siano stati deportati od internati per motivi di persecuzione razziale. Detto beneficio assorbe ogni altra elevazione dei limiti di età eventualmente spettante.

Per i concorrenti, già colpiti dalle abrogate leggi razziali non viene computato, agli effetti del limite di età, il periodo intercorso tra il 5 settembre 1938 ed il 9 agosto 1944, di cui all'art 5 del regio decreto-legge 20 gennaio 1944, n. 25, fermo restando per i detti concorrenti, il limite massimo di anni 40.

E' fatto salvo il maggior limite di età previsto al n. 7), lettera *a*), del presente articolo a favore dei cittadini perseguitati politici o razziali, che siano equiparati agli invalidi di guerra ai sensi dell'art. 3 della legge 24 aprile 1967, n 261.

Per gli assistenti ordinari delle università o degli istituti di istruzione universitaria, cessati dal servizio per ragioni di carattere non disciplinare, il limite di età è aumentato, ai termini dell'art. 17 del decreto legislativo 7 maggio 1948, n 1172, ratificato, con modificazioni, con l'art. 1 della legge 24 giugno 1950 n. 465, di un periodo pari a quello di appartenenza ai ruoli di assistente e, nei confronti degli assistenti straordinari, volontari od incaricati, sia in attività, sia cessati per ragioni di carattere non disciplinare, di un periodo pari alla metà del servizio prestato presso l'università od istituto di istruzione universitaria, purchè complessivamente non si superino i 40 anni;

6) a quarantacinque anni nei confronti del personale licenziato dagli enti soppressi ai sensi della legge 4 dicembre 1956, n. 1404, semprechè la cessazione del rapporto di impiego sia avvenuta non oltre cinque anni prima della scadenza del termine utile per la presentazione delle domande di ammissione al concorso;

7) a cinquantacinque anni, ritenendosi assorbita ogni altra elevazione spettante, nei confronti:

*a*) dei mutilati ed invalidi di guerra, dei mutilati ed invalidi per la lotta di liberazione, dei mutilati ed invalidi civili per i fatti di guerra, dei mutilati ed invalidi per i fatti di Mogadiscio dell'11 gennaio 1948, dei mutilati ed invalidi per servizio, dei mutilati ed invalidi in occasione di azioni di terrorismo politico nei territori delle ex colonie italiane, dei mutilati ed invalidi in occasione di azioni singole o collettive aventi fini politici nelle provincie di confine con la Jugoslavia o nei territori soggetti a detto Stato per eventi avvenuti fino al 31 dicembre 1954, e degli alto-atesini e delle persone residenti, prima del 1° gennaio 1940, nelle zone mistilingue di Cortina d'Ampezzo e di Tarvisio o nei comuni di Sant'Orsola e Luserna, che, facendo parte delle forze armate tedesche o delle formazioni armate da esse organizzate, abbiano riportato, per causa di servizio di guerra o attinente alla guerra, ferite o lesioni o contratta infermità, quando abbiano conservato o riacquistato la cittadinanza italiana e sempreché non abbiano partecipato ad azioni, anche isolate, di terrorismo o di sevizie.

Il beneficio, di cui alla presente lettera, spetta ai mutilati ed invalidi, che rientrino nelle prime otto categorie, ovvero nelle voci da quattro a dieci della categoria nona e nelle voci da tre a sei della categoria decima della tabella *A*, allegata al decreto luogotenenziale 20 maggio 1917, n. 876, ovvero nelle voci quattro e da sei ad undici della tabella *B*, allegata al regio decreto 12 luglio 1923, n. 1491, ovvero nelle voci da quattro a dieci della tabella *B*, allegata alla legge 10 agosto 1950, n. 648, richiamate dalle leggi 3 giugno 1950, n. 375, 5 marzo 1963, n. 376 e 2 aprile 1968, n. 482;

*b*) dei mutilati ed invalidi del lavoro, di cui alle leggi 14 ottobre 1966, n. 851 e 2 aprile 1968, n. 482;

*c*) delle vedove e degli orfani per causa di guerra o di servizio o del lavoro.

Agli orfani ed alle vedove sono equiparati i figli e la moglie di coloro che siano divenuti permanentemente inabili a qualsiasi lavoro per fatto di guerra o di servizio o del lavoro;

*d*) dei mutilati ed invalidi civili, di cui alle leggi 5 ottobre 1962, n. 1539 e 2 aprile 1968, n. 482;

*e*) dei cittadini che siano titolari dell'assegno di benemerenza, di cui all'art. 1 della legge 10 marzo 1955, n. 96, modificato dall'art. 1 della legge 24 aprile 1967, n. 261;

*f*) dei profughi, di cui al n. 1), lettera *c*), del presente articolo, che siano disoccupati;

*g*) dei cittadini già deportati o internati dal nemico, di cui all'art. 2 della legge 14 marzo 1961, n. 130, equiparati a tutti gli effetti agli invalidi di guerra;

8) i dipendenti dell'Ente zolfi italiani, di cui al primo comma dell'art. 4 della legge 12 marzo 1968, n. 411, possono essere ammessi al concorso, se, fermi restando gli altri requisiti, non abbiano compiuto, alla data del bando del presente concorso, il 45° anno di età;

*B*) possesso del diploma di laurea in giurisprudenza, in scienze politiche, scienze politiche e sociali, in scienze diplomatiche e consolari, in economia e diritto, in scienze economiche e marittime, in economia e commercio e in scienze coloniali;

*C*) cittadinanza italiana (sono equiparati ai cittadini gli italiani non appartenenti alla Repubblica);

*D*) godimento dei diritti politici;

*E*) buona condotta morale e civile;

*F*) sana e robusta costituzione fisica e mancanza di difetti o imperfezioni che possano influire sul rendimento in servizio;

*G*) essere in regola con le norme concernenti gli obblighi militari.

Art 3.

I requisiti di ammissione al concorso debbono essere posseduti alla data di scadenza del termine utile per la presentazione delle domande.

L'esclusione dal concorso, per difetto dei requisiti prescritti, è disposta, con decreto motivato, dal Ministro per l'interno.

Non possono essere ammessi al concorso coloro che siano stati destituiti o dispensati dall'impiego presso pubblica amministrazione.

Art. 4.

Le domande di ammissione al concorso, redatte su carta da bollo e dirette al Ministero dell'interno - Direzione generale dell'amministrazione civile, dovranno pervenire al Ministero stesso, a mezzo posta raccomandata, entro e non oltre il 10 aprile 1974.

Nella domanda i candidati dovranno esplicitamente chiedere l'ammissione al concorso, per esami e per titoli, a posti di segretario comunale in prova ed indicare:

le proprie generalità (le donne coniugate devono indicare, nell'ordine il cognome del marito, il nome e cognome proprio);

il luogo e la data di nascita, nonchè, ove occorra, il titolo che legittima l'elevazione del limite massimo di età.

Devono, inoltre, dichiarare:

di essere in possesso della cittadinanza italiana;

di essere iscritti nelle liste elettorali, indicando il comune di iscrizione, ovvero i motivi della non iscrizione o della cancellazione dalle liste medesime;

di non aver riportato condanne penali, in caso affermativo dichiareranno le condanne riportate (anche se sia stata concessa amnistia, condono, indulto o perdono giudiziale) e i procedimenti penali eventualmente pendenti, dei quali deve essere specificata la natura;

la loro posizione nei riguardi degli obblighi militari;

di essere disposti a raggiungere, in caso di nomina, qualsiasi sede della classe quarta;

l'indirizzo al quale devono essere inviate le comunicazioni relative al presente concorso e l'impegno a far conoscere le successive eventuali variazioni dell'indirizzo stesso.

La data di ricezione delle domande è comprovata dal bollo a data apposto sulle medesime dal Ministero. Si considerano prodotte in tempo utile, tuttavia, anche se spedite a mezzo raccomandata con avviso di ricevimento entro il termine indicato nel presente bando. A tal fine fa fede il timbro a data dell'ufficio postale accettante.

La firma in calce alla domanda deve essere autenticata da un notaio, cancelliere, segretario comunale o da altro funzionario incaricato dal sindaco.

Per i dipendenti statali è sufficiente il visto del capo dell'ufficio presso il quale prestano servizio; per i militari alle armi è sufficiente il visto del comandante della compagnia o unità equiparata.

Alle domande dovranno essere allegati:

*a*) un certificato attestante il conseguimento di una delle lauree di cui al precedente art. 2, punto *B*), con l'indicazione del punteggio ottenuto nell'esame finale;

*b*) i documenti attestanti il possesso dei titoli di precedenza e preferenza nella nomina;

*c*) i documenti attestanti il possesso dei requisiti che consentono l'ammissione al concorso dei candidati che hanno superato l'età di trentadue anni.

A tal fine, il servizio di ruolo prestato presso amministrazioni comunali o provinciali deve essere documentato con certificato rilasciato, in carta da bollo, dal capo dell'amministrazione;

*d*) il talloncino di ricevuta del vaglia postale dell'ammontare di L. 1.000 (mille) per tassa di concorso, intestato alla prefettura di Roma, con l'indicazione della causale del versamento.

L'amministrazione non assume alcuna responsabilità **per il** caso di dispersione di comunicazioni, dipendente da inesatte indicazioni del recapito da parte dell'aspirante o da mancata oppure tardiva comunicazione del cambiamento dell'indirizzo indicato nella domanda, nè per eventuali disguidi postali o telegrafici non imputabili a colpa dell'amministrazione stessa.

Ai fini dell'applicazione dei benefici previsti dalle vigenti disposizioni, i candidati interessati dovranno produrre la documentazione a fianco indicata:

1) insignito di medaglia al valore militare: originale o copia autentica del brevetto;

2) mutilato o invalido di guerra o per fatto di guerra: decreto di concessione della pensione, che indichi la categoria di questa o la categoria e la voce della invalidità, ovvero certificato mod 69, rilasciato dalla Direzione generale delle pensioni di guerra;

3) cittadino titolare dell'assegno di benemerenza, di cui all'art. 1 della legge 10 marzo 1955, n. 96, modificato con l'art. 1 della legge 24 aprile 1967, n. 261: certificato, rilasciato dalla Direzione generale delle pensioni di guerra, attestante il godimento del predetto assegno;

4) mutilato o invalido per servizio: decreto di concessione della pensione, che indichi la categoria di questa o la categoria e la voce della invalidità, ovvero mod. 69-*ter*, rilasciato, secondo i casi, dall'amministrazione centrale, al servizio della quale l'aspirante ha contratto l'invalidità o dagli enti pubblici autorizzati, ai sensi del decreto ministeriale 23 marzo 1948 (pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 23 dell'8 aprile 1948);

5) mutilato o invalido del lavoro: certificato della sezione provinciale dell'Associazione nazionale mutilati ed invalidi del lavoro, ovvero certificato dell'ufficio del lavoro e della massima occupazione della provincia di residenza;

6) mutilato o invalido civile: attestato della commissione sanitaria provinciale o della commissione sanitaria regionale di cui agli articoli 8 e 9 della legge 6 agosto 1966, n 625, attestante la causa invalidante ed il grado di invalidità;

7) vedova per causa di guerra: certificato mod 331 rilasciato dalla Direzione generale delle pensioni di guerra, nel quale dovrà essere esplicitamente dichiarato il godimento della pensione di guerra, ai sensi dell'art. 55 della legge 10 agosto 1950, n. 648, e successive disposizioni. Coloro, che sono equiparate alle vedove di guerra, produrranno il documento previsto dal precedente n. 2), rilasciato a nome del marito;

8) orfano di guerra o di caduto per fatto di guerra ed equiparato: certificato rilasciato dal competente comitato provinciale dell'Opera nazionale per la protezione ed assistenza agli orfani di guerra;

9) vedova od orfano di caduto per servizio: dichiarazione dell'amministrazione, presso cui il caduto prestava servizio. Coloro, che sono equiparati alle vedove ed agli orfani di caduti per servizio, produrranno il documento, di cui al successivo n. 14), rilasciato a nome del padre o del marito;

10) vedova od orfano di caduto sul lavoro ed equiparati: certificato della sezione provinciale dell'Associazione nazionale mutilati ed invalidi del lavoro, ovvero certificato dell'ufficio provinciale del lavoro e della massima occupazione;

11) ferito in combattimento: originale o copia autentica del brevetto;

12) insignito di croce di guerra o di altra attestazione speciale di merito di guerra: originale o copia autentica del brevetto o del documento di concessione;

13) figlio di mutilato o invalido di guerra o per fatto di guerra: decreto di concessione di pensione di guerra, ovvero mod. 69, rilasciato dalla Direzione generale delle pensioni di guerra a nome del padre, unitamente ad un estratto dell'atto di nascita del candidato, da cui risulti la paternità; oppure un certificato del sindaco del comune di residenza, sulla conforme dichiarazione di tre testimoni ed in base alle risultanze anagrafiche e dello stato civile, dal quale risulti anche la categoria di pensione;

14) figlio di mutilato o invalido per servizio: decreto di concessione di pensione privilegiata, che indichi la categoria di questa, o mod. 69-*ter* a nome del padre, rilasciati dalla amministrazione di appartenenza dell'invalido, unitamente ad un estratto dell'atto di nascita del candidato, da cui risulti la paternità;

15) figlio di mutilato o invalido del lavoro: certificato della sezione provinciale dell'Associazione nazionale mutilati ed invalidi del lavoro;

16) madre o sorella vedova o nubile di caduto **in guerra** o per fatto di guerra o di caduto per servizio: certificato rilasciato dal sindaco del comune di residenza;

17) madre o sorella vedova o nubile di caduto sul lavoro: certificato rilasciato dal sindaco del comune di residenza;

18) ex combattente od assimilato:

*a*) per gli ex combattenti della guerra 1940-45, partigiani combattenti o sminatori: dichiarazione integrativa o notificazione, di cui alla circolare n. 5000 del 1° gennaio 1953 dello stato maggiore dell'Esercito o quella, di cui alla circolare n. 202860-Od.6 dell'8 luglio 1948 dello stato maggiore dell'Aeronautica, ovvero quella, di cui alla circolare n. 27200-OM del 3 luglio 1948 dello stato maggiore della Marina, nonchè foglio matricolare o stato di servizio aggiornati Per i sottufficiali e militari di truppa dell'Esercito, ex combattenti della guerra 1940-45, partigiani combattenti o sminatori, sarà sufficiente il foglio matricolare rilasciato in conformità della circolare del 5 ottobre 1964, numero 1615-DM-1-04-Om del Ministero della difesa - Esercito - Uffìcio organizzazione e metodi;

*b*) per i cittadini che furono deportati o internati dal nemico: attestazione rilasciata dal prefetto della provincia, nel cui territorio l'interessato ha la sua residenza, ai sensi dell'art. 8 del decreto legislativo luogotenenziale 14 febbraio 1946, n. 27;

*c*) per i profughi, di cui agli articoli 1 e 2 della legge 4 marzo 1952, n. 137: attestazione rilasciata dal prefetto, ai sensi dell'art. 4 del decreto del Presidente della Repubblica 4 luglio 1956, n. 1117; per i profughi dall'Egitto, dall'Algeria e dagli altri Paesi africani, di cui al primo comma dell'art. 1 della legge 25 ottobre 1960, n. 1306, ed al primo e secondo comma dell'art. 3 della legge 25 febbraio 1963, n. 319: attestazione rilasciata dalla autorità consolare; per i profughi dalla Tunisia e da Tangeri di cui al secondo e terzo comma dell'art. 1 della legge 25 ottobre 1960, n 1306: attestazione rilasciata dal Ministero degli affari esteri; per i connazionali rimpatriati dalla Libia dopo il 1° settembre 1969, di cui al decreto-legge 28 agosto 1970, n. 622: attestazione rilasciata dall'autorità consolare;

19) coniugato o vedovo con riguardo al numero dei figli: stato di famiglia rilasciato dal sindaco del comune di residenza.

Gli appartenenti alle categorie indicate nei precedenti numeri 2), 4), 5), 6), 7), 8), 9), 10), 18), lettera *c*), se iscritti **presso gli uffici provinciali del lavoro e della massima occupazione, negli elenchi di cui all'art. 19 della legge 2 aprile 1968, n. 482**, debbono produrre, in sostituzione dei documenti innanzi rispettivamente previsti, il certificato del competente ufficio provinciale del lavoro e della massima occupazione, attestante l'iscrizione nei predetti elenchi e l'elenco o gli elenchi, cui si riferisce l'iscrizione.

I candidati hanno facoltà di presentare la documentazione relativa ai soli titoli di merito (certificato del servizio prestato alle dipendenze dello Stato o di altri enti pubblici: diploma del corso di studio per aspiranti segretari comunali; diploma di corso di specializzazione in discipline giuridiche ed economiche; diploma di altre lauree conseguite con attestazione della relativa votazione; certificazione di altri titoli di studio, ecc.) entro e non oltre il 31 luglio 1974.

Tale documentazione dovrà essere corredata da un elenco in carta libera e in duplice esemplare dei titoli prodotti.

Tutti i suindicati documenti devono essere conformi alle prescrizioni della legge sul bollo.

La presentazione di documenti diversi da quelli stabiliti o irregolarmente compilati, comporta, senza necessità di particolare avviso, la decadenza dai relativi benefici.

Art. 5.

Le domande ed i documenti che perverranno al Ministero oltre i termini stabiliti dall'art. 4 non saranno presi in considerazione.

Non saranno ammessi riferimenti a documenti presentati per partecipare a concorsi indetti da altre amministrazioni.

Art. 6.

Gli esami consistono in due prove scritte ed in una prova orale in base al seguente programma:

*Prove scritte*:

1) diritto costituzionale e diritto amministrativo;

2) legislazione amministrativa concernente l'attività degli enti locali.

La prova orale verte sulle materie delle prove scritte e sulle seguenti altre:

3) nozioni di ragioneria generale con particolare riguardo alle aziende pubbliche e ragioneria applicata agli enti locali;

4) nozioni di diritto civile;

5) diritto penale (codice penale: libro II, titoli II e VII);

6) istituzioni di diritto tributario con particolare riguardo al sistema tributario degli enti locali;

7) leggi elettorali (elettorato attivo, amministrativo e politico);

8) elementi di amministrazione del patrimonio e di contabilità generale dello Stato;

9) legislazione sociale;

10) nozioni di statistica metodologica ed applicata (statistica economica, della finanza locale, sociale e demografica);

11) nozioni di politica economica con particolare riguardo alla programmazione.

I candidati che per gli effetti dell'art. 38 dello statuto speciale della Valle d'Aosta approvato con legge costituzionale 26 febbraio 1968, n. 4, intendono sostenere la prova facoltativa di lingua francese ne dovranno fare esplicita richiesta nella domanda di ammissione. Tale prova facoltativa di lingua francese consiste in un colloquio che, se superato favorevolmente, da titolo all'attribuzione sino ad un massimo di punti due in aggiunta alla votazione conseguita nelle prove scritte ed orali.

Art. 7.

*Le prove scritte avranno luogo in Roma presso il palazzo degli esami, via Girolamo Induno n. 4, nei giorni 17 e 18 maggio 1974, con inizio alle ore 8.*

I candidati che non avranno ricevuto alcuna tempestiva comunicazione di esclusione dal concorso sono tenuti a presentarsi, senza alcun preavviso, all'indirizzo suddetto nei giorni e nell'ora specificati.

La data della prova orale sarà fissata, per ciascun candidato, dalla commissione giudicatrice.

Per avere accesso all'aula di esame, il candidato ammesso a sostenere le prove scritte dovrà esibire uno dei seguenti documenti di riconoscimento: libretto ferroviario, carta di identità, tessera postale, porto d'armi, passaporto, patente automobilistica.

Art. 8.

Ai fini della valutazione dei titoli di merito prodotti dai candidati ogni commissario dispone di 5 punti.

Ai fini della valutazione delle prove scritte ogni commissario dispone di 10 punti per ciascuna prova. La media dei punti assegnati dai commissari esprime il risultato di ciascuna prova.

Sono ammessi alla prova orale soltanto i concorrenti i quali abbiano ottenuto una media di almeno 7/10 nel complesso delle prove scritte, purchè in nessuna di queste abbiano conseguito meno di 6/10.

Per la prova orale ogni commissario dispone egualmente di 10 punti.

La media dei punti assegnati dai commissari esprime il risultato della prova orale stessa che non si intende superata se non sia stata riportata la media di almeno 6/10.

La somma della media dei punti ottenuti nella valutazione dei titoli, della media complessiva delle prove scritte e della media della prova orale costituisce, per ciascun candidato, il risultato definitivo in base al quale viene formata la graduatoria.

A parità di merito si osservano le preferenze stabilite dall'art. 15 della legge 8 giugno 1962, n. 604, e successive modificazioni.

Sono dichiarati vincitori del concorso i primi classificati in graduatoria, in relazione al numero dei posti disponibili, tenuto conto delle disposizioni in vigore che prevedono riserve di posti in favore di particolari categorie di cittadini ed in particolare della legge 2 aprile 1968, n. 482. Nel colloquio sulla lingua francese di cui all'art. 6 il candidato deve dimostrare di saper tradurre dalla lingua italiana nella lingua francese e viceversa.

Art. 9.

La graduatoria è approvata con decreto ministeriale, sotto condizione dell'accertamento dei requisiti per l'ammissione all'impiego.

A tale fine, i concorrenti che risultino utilmente collocati nella graduatoria di merito saranno invitati a produrre, nel termine perentorio di giorni trenta, che decorrono dalla comunicazione del relativo invito, i seguenti documenti in bollo:

1) titolo originale di studio o copia dello stesso rilasciata ai sensi degli articoli 7 e 14 della legge 4 gennaio 1968, n. 15;

2) estratto dell'atto di nascita;

3) certificato rilasciato dal sindaco del comune di residenza, dal quale risulti che l'aspirante è cittadino italiano e gode dei diritti politici. Sono equiparati ai cittadini dello Stato gli italiani nati in zone non comprese nel territorio della Repubblica e coloro per i quali tale equiparazione sia riconosciuta a norma di legge;

4) certificato generale del casellario giudiziario;

5) certificato medico rilasciato da un medico provinciale o militare o dal medico condotto o ufficiale sanitario del comune di residenza dal quale risulti che il candidato è di sana e robusta costituzione fisica.

Qualora l'aspirante abbia una qualsiasi imperfezione, questa deve essere specificatamente menzionata, con dichiarazione che essa non menoma l'attitudine fisica all'espletamento delle funzioni di segretario comunale.

I candidati, invalidi di guerra e invalidi civili di guerra, devono produrre il certificato dell'autorità sanitaria di cui al combinato disposto dell'art. 6, n. 3, della legge 3 giugno 1950, n. 375, e dell'ultimo comma dell'art. 4 del decreto del Presidente della Repubblica 18 giugno 1952, n. 1176; identico certificato dovrà essere prodotto dai candidati invalidi per servizio giusta quanto previsto dall'art. 6, n. 3, della legge 24 febbraio 1953, n. 142.

L'amministrazione si riserva di sottoporre i candidati invalidi di guerra, invalidi civili di guerra o per servizio alla visita collegiale di controllo, prevista dall'art. 7 della legge 3 giugno 1950, n. 375 e dall'art. 7 della legge 24 febbraio 1953, n. 142.

I candidati invalidi civili sono tenuti a presentare la dichiarazione della commissione provinciale sanitaria di cui all'art. 5 della legge 5 ottobre 1962, n. 1539 e art. 19 della legge 2 aprile 1968, n. 482.

I candidati mutilati ed invalidi del lavoro devono produrre una dichiarazione di un ufficiale sanitario, legalizzata, comprovante che l'invalido, per la natura ed il grado della invalidità, non può riuscire di pregiudizio per la salute e l'incolumità dei compagni di lavoro, a norma dell'art. 6 della legge 14 ottobre 1966, n. 851;

6) certificato dello stato di famiglia rilasciato dal sindaco del comune ove l'aspirante risiede, da prodursi soltanto dai coniugati con o senza prole e dai vedovi con prole.

Art. 10.

I documenti di cui ai numeri 3), 4) e 5) del precedente art. 9 debbono essere di data non anteriore a tre mesi a quella del presente decreto.

I concorrenti che dimostrino di prestare servizio di ruolo presso amministrazioni comunali o provinciali sono dispensati dal produrre i documenti di cui ai numeri 2), 3) e 4) del precedente art. 9.

I candidati che si trovino sotto le armi possono esibire, invece dei documenti di cui ai numeri 2), 3) e 4) del precedente art. 9, un certificato su carta da bollo, rilasciato dal comandante del Corpo al quale appartengono, comprovante la loro buona condotta e la idoneità fisica a ricoprire il posto di segretario comunale.

Art. 11.

E' in facoltà del Ministero accertare l'idoneità fisica dei candidati mediante visita di controllo.

Art. 12.

I vincitori del concorso sono nominati segretari comunali in prova (qualifica corrispondente a quella iniziale delle carriere direttive nelle amministrazioni statali), con il seguente trattamento economico:

| | | |
|---|---|---|
| stipendio mensile | L. | 116.375 |
| indennità integrativa mensile | » | 38.200 |
| assegno perequativo | » | 66.958 |
| Totale lordo mensile | L. | 221.533 |

oltre la 13ª mensilità, le eventuali quote di aggiunta di famiglia e le eventuali competenze accessorie previste dalla legge (compensi per lavoro straordinario e per levata di protesti cambiari, indennità di missione per incarichi fuori sede di servizio, ecc.).

Il primo aumento di stipendio (parametro 257) sarà conseguito dopo sei mesi di servizio.

Dopo tale periodo il relativo trattamento economico risulterà, pertanto, come segue:

| | | |
|---|---|---|
| stipendio mensile . . | L. | 157.412 |
| indennità integrativa mensile | » | 38.200 |
| assegno perequativo . . . . | » | 67.587 |
| Totale lordo mensile . . | L. | 263.199 |

oltre la 13ª mensilità ed i diritti di segreteria, le eventuali quote di aggiunta di famiglia e le eventuali competenze accessorie previste dalla legge (compensi per lavoro straordinario e per levata di protesti cambiari, indennità di missione per incarichi fuori sede di servizio, ecc.).

I predetti sono assegnati alle segreterie dei comuni e dei consorzi di comuni della classe quarta disponibili.

Coloro che non assumono, senza giustificato motivo, servizio nella residenza e nel termine loro assegnato sono considerati decaduti dalla nomina.

Art. 13.

Per quanto non espressamente previsto dal presente decreto saranno osservate le norme di cui alla legge 8 giugno 1962, n. 604 e del decreto del Presidente della Repubblica 23 giugno 1972, n. 749.

Roma, addì 31 gennaio 1974

p. *Il Ministro*: Russo

(1392)

## MINISTERO DELLA SANITÀ

ISTITUTO SUPERIORE DI SANITÀ

**Avviso relativo alla pubblicazione della graduatoria di merito e dichiarazione dei vincitori e degli idonei del pubblico concorso, per titoli ed esami, a due posti di assistente in prova nel ruolo della carriera direttiva dei laboratori di chimica terapeutica.**

Ai sensi e per gli effetti dell'art. 7 del testo unico delle disposizioni concernenti lo statuto degli impiegati civili dello Stato, approvato con decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3, si dà notizia che nel Bollettino Ufficiale del Ministero della sanità, dispensa n. 2, febbraio 1972, è stato pubblicato il disposto del decreto ministeriale 18 dicembre 1971, registrato alla Corte dei conti il 4 febbraio 1972, registro n. 2 Sanità, foglio n. 215, che approva la graduatoria di merito e dichiara i vincitori e gli idonei del pubblico concorso, per titoli ed esami, a due posti di assistente in prova nel ruolo della carriera direttiva dei laboratori di chimica terapeutica dell'Istituto superiore di sanità, indetto con decreto ministeriale 8 giugno 1970.

(1239)

**Avviso relativo alla pubblicazione della graduatoria di merito e dichiarazione dei vincitori e degli idonei del pubblico concorso, per titoli ed esami, ad un posto di assistente in prova nel ruolo della carriera direttiva dei laboratori di chimica biologica.**

Ai sensi e per gli effetti dell'art. 7 del testo unico delle disposizioni concernenti lo statuto degli impiegati civili dello Stato, approvato con decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3, si dà notizia che nel Bollettino Ufficiale del Ministero della sanità, dispensa n. 3, marzo 1972, è stato pubblicato il disposto del decreto ministeriale 3 marzo 1972, registrato alla Corte dei conti il 20 marzo 1972, registro n. 5 Sanità, foglio n. 151, che approva la graduatoria di merito, dichiara i vincitori e gli idonei del pubblico concorso, per titoli ed esami, ad un posto di assistente in prova nel ruolo della carriera direttiva dei laboratori di chimica biologica dell'Istituto superiore di sanità, indetto con decreto ministeriale 2 agosto 1971.

(1243)

**Avviso relativo alla pubblicazione della graduatoria di merito e dichiarazione dei vincitori e degli idonei del pubblico concorso, per esami, ad un posto di segretario in prova nel ruolo della carriera di concetto dei servizi amministrativi e del personale.**

Ai sensi e per gli effetti dell'art. 7 del testo unico delle disposizioni concernenti lo statuto degli impiegati civili dello Stato, approvato con decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3, si dà notizia che nel Bollettino Ufficiale del Ministero della sanità, dispensa n. 12, dicembre 1971, è stato pubblicato il disposto del decreto ministeriale 15 ottobre 1971, registrato alla Corte dei conti il 7 dicembre 1971, registro n. 10 Sanità, foglio n. 126, che approva la graduatoria di merito e dichiara i vincitori e gli idonei del pubblico concorso per esami ad un posto di segretario in prova nel ruolo della carriera di concetto dei servizi amministrativi e del personale dell'Istituto superiore di sanità, indetto con decreto ministeriale 10 aprile 1970.

(1242)

# REGIONI

## REGIONE LIGURIA

LEGGE REGIONALE 15 gennaio 1974, n. 1.
**Norme sull'assistenza agli anziani.**

(*Pubblicata nel* Bollettino Ufficiale *della Regione n.* 4 *del* 23 *gennaio* 1974)

IL CONSIGLIO REGIONALE
HA APPROVATO

IL COMMISSARIO DEL GOVERNO
HA APPOSTO IL VISTO

IL PRESIDENTE DELLA GIUNTA
PROMULGA

la seguente legge regionale:

Art. 1.

L'assistenza agli anziani, nel quadro dei principi enunciati nell'art. 4 dello statuto, tende a garantire un'ampia autonomia all'anziano e ad offrire valide alternative al suo ricovero in istituto, apprestando tutti i mezzi necessari a consentire la permanenza nell'ambito familiare e in ogni caso nella comunità di appartenenza.

A tal fine la Regione promuove la graduale realizzazione di servizi idonei ad assicurare all'anziano il mantenimento di normali condizioni di vita nel tessuto delle relazioni familiari e sociali.

Art. 2.

La Regione promuove, nell'ambito delle proprie competenze e nel quadro dei programmi di edilizia pubblica residenziale, la costruzione di alloggi per anziani inseriti in edifici di normale abitazione e strutturati in modo idoneo alle loro particolari esigenze.

Art. 3.

Come primo intervento ai comuni, consorzi di comuni, province e comunità montane possono essere concessi contributi della Regione per i seguenti servizi sociali in favore degli anziani:

*a*) servizio alloggi, avente lo scopo di evitare il ricovero degli anziani in istituti e consistente in interventi diretti a dotare gli anziani di idonei alloggi ovvero in contribuzioni nelle spese di affitto mediante corresponsione dell'importo relativo, a seconda dell'opportunità, all'interessato o all'ordine del locatore nonchè in concorsi nelle spese per la installazione e l'uso del telefono al fine di evitare l'isolamento degli anziani che vivono soli;

b) assistenza domiciliare polivalente, che si articola in un complesso di prestazioni sociali, domestiche e sanitarie rese al domicilio dell'anziano per consentirgli una esistenza autonoma in seno alla comunità di appartenenza.

Art. 4.

Per il servizio di assistenza domiciliare è previsto il seguente personale, in misura adeguata alle esigenze.

a) assistenti sociali, con compiti di sensibilizzazione della comunità, di individuazione dei tipi di intervento necessari, di organizzazione del servizio e di coordinamento del volontariato;

b) assistenti sanitari, infermieri professionali o generici, fisioterapisti o altro personale per la riabilitazione, con il compito di svolgere a domicilio le attività proprie della loro funzione per gli anziani bisognosi di terapia e di assistenza personale a causa di malattia, sotto la guida del medico curante;

c) collaboratrici familiari, con il compito di aiutare l'anziano a mantenere una vita autonoma nella propria abitazione, facilitandogli lo svolgimento delle attività personali e domestiche (pulizia ambientale e personale, gestione della casa, acquisti).

Per l'assistenza sanitaria, sia a livello medico sia paramedico, gli enti che gestiscono il servizio si avvalgono, di norma, della rete ambulatoriale ed assistenziale. Gli stessi enti potranno avvalersi dell'opera di persone che intendono collaborare in forma di volontariato con gli operatori del settore.

Art. 5.

Per la specifica formazione del personale destinato ad operare nei servizi di cui all'articolo precedente, compresi i volontari, la Regione istituisce appositi corsi di formazione, aggiornamento e riqualificazione. Ai corsi suddetti è tenuto a partecipare il personale che già opera nelle strutture assistenziali per anziani.

Art. 6.

I contributi ai comuni, consorzi di comuni, province e comunità montane di cui all'art. 3 sono concessi secondo i sottoindicati criteri:

1) per gli interventi relativi alle spese per dotazione od affitto alloggi e installazione ed uso del telefono, in relazione all'entità delle prestazioni effettuate;

2) per gli interventi relativi all'assistenza domiciliare polivalente, con riferimento al numero delle persone assistite in rapporto agli assistibili, al numero e qualifica del personale impiegato nonchè alla qualità del servizio prestato.

Art. 7.

Per ottenere la concessione dei contributi di cui all'articolo precedente i comuni, consorzi di comuni, province e comunità montane debbono presentare richiesta alla Regione entro il 30 aprile di ogni anno.

Le richieste devono essere accompagnate da una relazione sullo stato dei servizi di assistenza agli anziani contenente i concreti piani di intervento volti alla realizzazione dei servizi di cui alla presente legge.

Il consiglio regionale entro il 31 luglio successivo approva il piano per la ripartizione dei contributi predisposto dalla giunta.

L'erogazione dei contributi stessi verrà effettuata in rapporto all'attuazione effettiva degli interventi.

Art. 8.

Gli enti di cui all'art. 3 che nell'anno 1973 hanno effettuato interventi nei settori del servizio alloggi e assistenza domiciliare agli anziani dovranno presentare le domande di contributo corredate dalla documentazione di cui agli articoli 6 e 7 entro tre mesi dalla entrata in vigore della presente legge.

Art. 9.

Per la concessione dei contributi di cui alla presente legge e autorizzata, per l'anno 1973, la spesa di lire 400.000.000.

Al relativo onere si fa fronte mediante riduzione del capitolo 380 « Fondo occorrente per far fronte ad oneri dipendenti da provvedimenti legislativi in corso » e conseguente istituzione del capitolo 260 denominato « Contributi per il servizio alloggi e per l'assistenza domiciliare agli anziani ».

Le somme stanziate ai sensi della presente legge non impegnate nell'esercizio di competenza possono essere utilizzate nell'esercizio successivo.

Art. 10.

La presente legge è dichiarata urgente ed entra in vigore il giorno successivo a quello della pubblicazione nel « Bollettino Ufficiale » della Regione.

E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge della regione Ligure.

Data a Genova, addì 15 gennaio 1974

DAGNINO

---

## LEGGE REGIONALE 15 gennaio 1974, n. 2.
## Provvedimenti in favore dell'agricoltura.

(*Pubblicata nel* Bollettino Ufficiale *della Regione n.* 4 *del* 23 *gennaio* 1974)

IL CONSIGLIO REGIONALE
HA APPROVATO

IL COMMISSARIO DEL GOVERNO
HA APPOSTO IL VISTO

IL PRESIDENTE DELLA GIUNTA
PROMULGA

la seguente legge regionale:

Art. 1.

La presente legge disciplina interventi rivolti ad agevolare iniziative a favore dell'agricolura nell'anno 1973.

Art. 2.
*Interventi per la cooperazione*

La giunta regionale può concedere a cooperative ed ai loro consorzi, prioritariamente a beneficio di quelle costituite tra coltivatori diretti, con le modalità di cui al primo, secondo e terzo comma dell'art. 9 della legge 27 ottobre 1966, n. 910, contributi in conto capitale nella misura massima del 50 % della spesa ritenuta ammissibile per la realizzazione di strutture e relative attrezzature e pertinenze occorrenti per assicurare la raccolta, la conservazione, la trasformazione e la vendita di prodotti agricoli e zootecnici.

I benefici di cui al comma precedente potranno essere estesi a consorzi di coltivatori diretti.

Ad integrazione dei contributi previsti dal presente articolo possono essere concessi mutui agevolati, a mente dell'art. 1, lettera *a*), della legge regionale 5 gennaio 1973, n. 1 e dell'art. 10, n. 1), della presente legge, per un importo pari alla differenza tra la spesa approvata ed il contributo concesso.

Art. 3.
*Abitazioni rurali nei territori classificati montani e depressi*

Al fine di migliorare le condizioni di vita delle campagne nei territori montani e depressi, la giunta regionale può concedere, secondo le modalità dell'art. 16 della legge 27 ottobre 1966, n. 910, contributi in conto capitale sino ad un massimo del 50 % della spesa ritenuta ammissibile per riattare, ampliare e costruire i fabbricati rurali destinati ad abitazione dei coltivatori diretti, compresi i servizi e gli impianti accessori.

Art. 4.
*Attrezzature e meccanizzazione*

Per iniziative in zone montane o depresse volte all'acquisto da parte di coltivatori diretti singoli od associati di macchine operatrici ed altre attrezzature agricole per una spesa non superiore a lire 1.000.000, la giunta regionale è autorizzata a concedere, in alternativa ai prestiti concedibili a carico del fondo di rotazione ai sensi dell'art. 12 della legge 27 ottobre 1966, n. 910, contributi in conto capitale nella misura massima del 25 % della spesa ritenuta ammissibile.

Art. 5.

*Interventi per la zootecnia*

Per le iniziative in territori montani o depressi volte allo acquisto di bestiame da carne di elevata attitudine produttiva o alla esecuzione di lavori tendenti ad estendere o migliorare le colture prative o pascolive, la cui spesa non superi le lire 1.000.000, la giunta regionale è autorizzata a concedere, secondo le modalità dell'art. 14 della legge 27 ottobre 1966, n. 910, un contributo in conto capitale nella misura massima del 50 % della spesa ritenuta ammissibile.

Il contributo per l'acquisto di bestiame è alternativo ai prestiti concedibili con il fondo di rotazione per la zootecnia previsto dall'art. 13 della legge 27 ottobre 1966, n. 910.

Art. 6.

*Proprietà coltivatrice*

Ad integrazione dei provvedimenti agevolativi previsti dallo Stato per incoraggiare lo sviluppo della proprietà diretto-coltivatrice, la giunta regionale è autorizzata a concedere un concorso negli interessi su mutui contratti ai sensi delle leggi 2 giugno 1961, n. 454, 26 maggio 1965, n. 590 e 14 agosto 1971, n. 817.

Il concorso della Regione per le operazioni di cui al precedente comma è ragguagliato alla differenza tra la rata di ammortamento calcolata al tasso di interesse fissato con decreto del Ministro per il tesoro di concerto con il Ministro per l'agricoltura e le foreste e la rata di ammortamento calcolata al tasso dell'1 per cento.

Art. 7.

*Prestiti di conduzione*

La giunta regionale è autorizzata a concedere contributi in conto interessi per prestiti di conduzione per gli scopi di cui all'art. 2, n. 1, della legge 5 luglio 1928, n. 1760, e con le modalità previste dall'art. 11 della legge 27 ottobre 1966, n. 910.

I prestiti possono essere accordati ad imprenditori agricoli singoli od associati con preferenza ai coltivatori diretti ed alle cooperative agricole che gestiscono impianti di conservazione, trasformazione e vendita dei prodotti agricoli e zootecnici.

Art. 8.

*Istruttoria delle domande*

Le domande per ottenere le agevolazioni di cui alla presente legge devono essere inoltrate agli ispettorati provinciali della agricoltura i quali provvederanno all'istruttoria delle medesime indipendentemente dai limiti di spesa.

Per le successive determinazioni si osservano le disposizioni della legge 27 ottobre 1966, n. 910, in quanto applicabili, e la legge regionale 19 febbraio 1973, n. 3.

Art. 9.

*Norme finanziarie - Autorizzazione di spesa*

Per l'esercizio finanziario 1973 è autorizzata la spesa di:

*a*) L. 100.000.000 per gli interventi di cui all'art. 2 della presente legge;

*b*) L. 200.000.000 per gli interventi di cui all'art. 3 della presente legge;

*c*) L. 50.000.000 per gli interventi di cui all'art. 4 della presente legge;

*d*) L. 100.000.000 per gli interventi di cui all'art. 5 della presente legge;

*e*) L. 50.000.000 per gli interventi di cui all'art. 6 della presente legge;

*f*) L. 50 000.000 per gli interventi di cui all'art. 7 della presente legge.

Art. 10.

Per l'attuazione nell'anno 1973 degli interventi in agricoltura previsti dalla legge regionale 5 gennaio 1973, n. 1, sono autorizzate le seguenti spese:

1) L. 100.000.000 per gli interventi di cui all'art. 1, lettera *a*);

2) L. 200.000.000 per gli interventi di cui all'art. 1, lettera *b*);

3) L. 100.000.000 per gli interventi di cui all'art. 1, lettera *c*).

Art. 11.

Alla copertura delle spese relative agli interventi previsti dalla presente legge ammontanti, per l'anno 1973, a complessive lire 950.000.000, si farà fronte mediante prelevamento di pari somma dal cap. 380 del bilancio di previsione per l'anno finanziario in corso « Fondo occorrente per far fronte a oneri dipendenti da provvedimenti legislativi in corso » e conseguente:

1) *Impinguamento del cap.* 562:

| | | |
|---|---|---|
| Contributi per il pagamento degli interessi sui mutui contratti per il miglioramento e l'ammodernamento delle strutture fondiarie (art. 4 legge regionale 5 gennaio 1973, n. 1) . . . | L. | 100.000 000 |

2) *Istituzione dei seguenti nuovi capitoli*:

| | | |
|---|---|---|
| Cap. 333. — Contributi in conto interessi per prestiti di conduzione . . . . . | » | 50.000.000 |
| Cap. 565. — Contributi in conto capitale per realizzazione strutture e attrezzature per raccolta, conservazione e trasformazione di prodotti agricoli e zootecnici . . . . | » | 100 000 000 |
| Cap. 566. — Contributi in conto capitale per riattare, ampliare e costruire fabbricati rurali per abitazione dei coltivatori diretti . | » | 200 000 000 |
| Cap. 567. — Contributi in conto capitale agli imprenditori agricoli per l'acquisto di macchine operatrici ed attrezzature agricole . | » | 50.000.000 |
| Cap. 568. — Contributi in conto capitale per l'acquisto di bestiame e per lavori tendenti ad estendere e migliorare le colture prative e pascolive . . . . . . . . | » | 100 000 000 |
| Cap. 569. — Contributi a concorso negli interessi sui mutui contratti per incoraggiare lo sviluppo della proprietà diretto-coltivatrice | » | 50 000.000 |
| Cap. 569-*bis*. — Contributi per i piani di viabilità rurale e di approvvigionamento idrico | » | 200 000 000 |
| Cap. 569-*ter*. — Contributi per la elettrificazione agricola . . . . . . . . | » | 100 000 000 |

Le somme eventualmente non impegnate nell'anno 1973 potranno essere utilizzate negli esercizi successivi.

All'onere per i futuri esercizi derivante dall'applicazione dell'art. 9, lettere *a*) ed *f*), e dell'art. 10, n. 1), si farà fronte iscrivendo nei bilanci di previsione i relativi stanziamenti di importo uguale a quelli iscritti nel bilancio di previsione per l'esercizio 1973.

La presente legge regionale sarà pubblicata nel « Bollettino Ufficiale » della Regione. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge della regione Liguria.

Data a Genova, addì 15 gennaio 1974

DAGNINO

**(1120)**

ANTONIO SESSA, *direttore* DINO EGIDIO MARTINA, *redattore*

Roma Istituto Poligrafico dello Stato - S. (c. m. 411100740460)